

AFFAIRES

EN CINQ ANS, LA CARTE-CADEAU S'EST IMPOSÉE
PLUS DE 80 % DES GRANDS DÉTAILLANTS LA PROPOSENT PAGE 3



S&P/TSX
12 848,67
+93,92 (+0,74%)

TSX CROISSANCE
2837,67
-12,99 (-0,46%)

QUÉBEC 30
1235,23
+11,74 (+0,96%)

DOW JONES
12 283,85
+89,72 (+0,74%)

DOLLAR
87,70 ¢US
+0,36 ¢

Air Canada fait une beauté à sa filiale d'entretien
Acquisition d'une firme salvadorienne en vue d'une mise en vente...
PAGE 3

Québec met le cap sur l'innovation
La politique dévoilée hier met de la pression sur le secteur privé, écrit Michèle Boisvert
PAGE 5

AFFAIRES... DURABLES
Toujours le premier de classe
Mountain Equipment Co-op cherche à réduire son empreinte écologique
PAGE 8

Bataille rangée à Wall Street
Les courtiers livrent une concurrence farouche à la Bourse de New York
PAGE 12

LE CHIFFRE DU JOUR
411,5 milliards
L'endettement total des entreprises canadiennes a crû de 10,7 % en 2005 par rapport à l'année précédente pour atteindre 411,5 milliards de dollars.
Source : Statistique Canada

RECHERCHONS PROJETS D'AFFAIRES
COMPOSEZ MAINTENANT LE
1 866 499 0334
Acqui**z**ition.biz

CRISE DU COCHON

Olymel licencie 560 employés

PHILIPPE MERCURE

Sauvée in extremis en septembre par un tribunal d'arbitrage, l'usine d'Olymel de Saint-Simon est encore menacée de fermeture. Et cette fois, Olymel croit pouvoir mettre définitivement la clé sous la porte en fermant aussi l'abattoir qui l'alimente.

Olymel a annoncé hier la fermeture des usines pour le 30 mars prochain. Licenciements prévus : 153 à l'abattoir de Saint-Valérien et 406 à l'usine de découpe de Saint-Simon. Grand total : 560 pertes d'emplois.

Olymel affirme qu'elle n'a pas le choix de fermer ses installations. « Notre entreprise doit poursuivre son processus de rationalisation dans le but de retrouver sa rentabilité. C'est la seule façon de faire face aux nouvelles réalités du marché comme l'appréciation du dollar canadien et la vive compétition sur le plan international », a affirmé le PDG d'Olymel, Réjean Nadeau.

Olymel avait déjà annoncé la fermeture de l'usine de découpe de Saint-Simon dans son plan de restructuration en janvier dernier. En septembre, le syndicat CSN de l'usine avait toutefois réussi à faire

annuler la décision en justice. Un arbitre avait interdit la fermeture, donnant raison au syndicat qui affirmait que la manoeuvre avait pour objet le transfert de la production dans les autres usines de découpe d'Olymel, allant ainsi à l'encontre de la convention collective. L'affaire est en révision judiciaire à la demande d'Olymel.

La décision de fermer l'abattoir de Saint-Valérien, elle, est nouvelle. Jean Lortie, président de la Fédération du commerce de la CSN, a refusé de commenter, expliquant que l'affaire est devant les tribunaux. Il souligne toutefois qu'il pourrait s'agir d'une

nouvelle stratégie d'Olymel. Les porcs qui étaient abattus à Saint-Valérien prenaient presque tous le chemin de Saint-Simon où ils étaient désossés et découpés. En s'assurant qu'aucun porc ne sorte de l'usine de Saint-Valérien, il sera maintenant difficile pour le syndicat de soutenir qu'ils se font désosser ailleurs.

« On pense que notre décision tient toujours, et on va se réunir pour voir si Olymel ne commet pas ainsi un outrage », a indiqué de son côté Richard Martin, président du syndicat d'Olymel de Saint-Simon.

Voir OLYMEL en page 4

ACHAT DANS L'IMMOBILIER QUÉBÉCOIS

PRINCIPAUX ACTIFS

Alexis Nihon Place Alexis-Nihon (Montréal) 1,3 million pi ² Centre Laval (Laval) 702 000 pi ² Plaza Laval (Laval) 547 000 pi ²	Cominar Place de la Cité (Sainte-Foy) 1,04 million pi ² Promenades Beauport (Québec) 500 559 pi ² Place de la Capitale (Québec) 235 106 pi ²
---	---

Sources : Cominar et Alexis Nihon PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE ©

Cominar se paie Alexis Nihon

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Le groupe Cominar, de Québec, vient d'agrandir son pied-à-terre à Montréal. Des petits travaux de rien du tout. Seulement 9,1 millions de pieds carrés. Et une facture de 990 millions de dollars.

Hier, le fonds de placement immobilier a acheté son concu-

rent Alexis Nihon, propriétaire du centre commercial du même nom situé au centre-ville de Montréal. Le nouveau groupe devient le plus grand fonds de placement immobilier au Québec, et le quatrième en importance au Canada. Son portefeuille vaut 1,8 milliard.

Les détenteurs du fonds de placement immobilier Alexis Nihon se partageront 510 millions en

espèces et en parts de Cominar, qui change son nom et devient Cominar Nihon. Les détenteurs de parts recevront 17 \$ par part, soit une prime de 14,2 % par rapport au prix de clôture d'Alexis Nihon vendredi à la Bourse de Toronto. Cominar assumera aussi la dette de 480 millions d'Alexis Nihon.

Voir COMINAR en page 4

Weinberg évite la prison

DENIS ARCAND

Sous la menace d'être sanctionné pour outrage au tribunal, l'ex-président de Cinar, Ronald Weinberg, a fait une apparition en extremis au Palais de justice de Montréal hier. M. Weinberg, qui avait fait faux bond plusieurs fois à la cour depuis un mois, a évité d'être arrêté et emprisonné, quand le juge a décidé de ne pas retenir la demande en ce sens faite hier par un des avocats de la poursuite.

M. Weinberg est poursuivi au civil pour 110 millions de dollars par Cinar, la firme qu'il a fondée, et qui lui reproche de la fraude, des malversations et un détournement de 59 millions vers les Bahamas.

Durant les dernières semaines, M. Weinberg a ignoré plusieurs échéances devant la cour, changeant d'avocat, disparaissant vers un pays étranger dans le Sud et étant trois fois représenté par deux avocats différents s'avouant incapables de le situer sur la mappemonde. Soupçonné par Cinar de dépenser sans égard pour une ordonnance judiciaire gelant ses avoirs, il a aussi omis de déposer une liste de tous ses actifs tel que l'exige depuis le 13 octobre le juge André Denis, de la Cour supérieure.

M. Weinberg s'est présenté en cour avec un bronzage et un nouvel avocat, mais sans la liste de ses actifs.

Son nouvel avocat, M^e Jean Lozeau, du cabinet Lozeau-L'Africain, a indiqué que son client respecterait désormais toutes les échéances de la cour. M. Weinberg a fait savoir hier qu'il n'avait pas tenté de fuir la justice et qu'il entend continuer sa lutte devant les tribunaux.

Il aimerait cependant la continuer devant un juge autre que le juge Denis, qui l'a écorché dans un jugement jeudi dernier.

Voir WEINBERG en page 4

HEC MONTRÉAL

Formation des cadres et des dirigeants

100

Toujours d'avant-garde

www.hec.ca/cadresetdirigeants

514 340-6001

Maintenant disponible!

Venez consulter la liste de nos séminaires publics offerts de janvier à juin 2007.

LA PRESSE AFFAIRES

REPÈRES

DOLLAR CANADIEN

87,70 ¢USVARIATION **+0,36** ¢**0,6568** €VARIATION **+0,0014** €

SOMME REQUISE POUR ACHETER

UN DOLLAR US **1,1403** \$UN EURO **1,5226** \$

AUTRES DEVICES

Australie	dollar	0,9013
Chine	renminbi	0,1458
Grande-Bretagne	livre	2,2607
Hong Kong	dollar	0,1466
Inde	roupie	0,0256
Japon	yen	0,0099
Mexique	peso	0,1044
Norvège	couronne	0,1863
Nouvelle-Zélande	dollar	0,7875
Suède	couronne	0,1685
Suisse	franc	0,9565

PÉTROLE

(WTI, contrat terme rapproché)

62,45 \$USVARIATION **-0,99** \$USLight Sweet Crude **65,95** \$USNorth Sea Brent **63,66** \$US

OR (NY Gold)

645,20 \$US

735,72 \$CAN

VARIATION **+0,50** \$US

UN GROUPE DE DUBAÏ VEUT LE LIVERPOOL

LONDRES — Le groupe financier Dubai International Capital (DIC) a confirmé hier avoir entamé des « négociations exclusives » avec Liverpool en vue d'une entrée dans le capital du club le plus titré du football anglais.

«Dubai International Capital confirme qu'il est entré dans une période de négociations exclusives avec Liverpool football club et Athletic Grounds Plc (le holding qui contrôle les Reds) à propos d'un possible investissement dans le club», a déclaré, cité par Sky Sports, un porte-parole du groupe, contrôlé par la famille al-Maktoum qui gouverne la ville-émirat.

Le président et actionnaire principal du club, David Moores, dont la famille a fait son entrée dans le capital du club dans les années 50, a donné son aval à DIC pour consulter les comptes du club.

Moores, qui détient 51 % des actions du club, a revu à la baisse ses exigences, réclamant 450 millions de livres (environ 1,02 milliard CAN) pour ses parts, contre 620 millions de livres initialement.

D'autres investisseurs sont intéressés, dont George Gillett, du Canadien de Montréal, mais la préférence de Moores irait aux Émirats.

— AFP

LES BOURSES DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION NET	EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD			
NASDAQ	2448,39	35,18	1,46
S&P 500 (New York)	1409,12	12,41	0,89
Mexico Bolsa	25207,48	245,47	0,98
Brazil Bovespa Stock	42654,33	1327,26	3,21
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3587,91	21,53	0,60
FTSE 100 (Angleterre)	6050,40	28,90	0,48
CAC 40 (France)	5296,08	42,03	0,80
DAX (Allemagne)	6295,23	54,10	0,87
IBEX 35 (Espagne)	13846,40	185,80	1,36
Milan MIB30 (Italie)	40232,00	188,00	0,47
Amsterdam Exchanges	473,75	0,43	0,09
OMX (Stockholm)	1074,67	14,83	1,40
Swiss Market (Suisse)	8479,39	59,06	0,70
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	16303,59	-18,19	-0,11
Hang Seng (Hong Kong)	18702,73	11,91	0,06
S&P/ASX 200 (Australie)	5424,90	-3,00	-0,06



Jacques Trottier, président de Sulliden, est à la tête d'une petite entreprise d'exploration minière québécoise qui a dépensé plus de 40 millions de dollars au cours des 10 dernières années pour sonder le sous-sol péruvien.

Les tortueuses cités d'or de Sulliden

Quand les nuages juridiques assombrissent l'éclat de l'or

Le texte « De l'argent à faire à Shahuindo », publié hier dans nos pages, faisait suite à un autre texte sur l'entreprise québécoise Exploration Sulliden qu'une erreur nous a empêchés de publier. Nous faisons paraître aujourd'hui l'ensemble du dossier pour le bénéfice des lecteurs. Nos excuses.

PHILIPPE MERCURE

La petite minière québécoise Sulliden croit être assise sur d'importantes réserves d'or et d'argent au Pérou. Mais une bataille juridique qui s'envenime l'empêche pour l'instant d'en voir briller l'éclat.

« Ce n'est pas le Pérou. » S'il faut en croire la légende, l'expression remonte à l'époque de la conquête de l'Amérique, alors que les Européens revenaient de ce pays sur des galions chargés d'or et de pierres précieuses. Ailleurs, disaient-ils, ce n'est pas pareil.

Grand potentiel

Quelques siècles plus tard, Jacques Trottier suit les traces de ces conquistadors chercheurs d'or. Et partage leur enthousiasme pour le pays des Incas. « Dans mon livre à moi, le pays qui offre le plus de potentiel par la diversité de sa minéralisation, mais aussi par la grosseur de ses gisements, c'est le Pérou. »

M. Trottier est président de Sulliden, petite entreprise d'exploration minière québécoise qui a dépensé plus de 40 millions de dollars au cours des 10 dernières années pour sonder le sous-sol péruvien. Un sous-sol

longtemps protégé de l'appétit des grandes minières par l'instabilité politique qui s'agitait au-dessus, empêchant les entreprises étrangères d'y travailler.

Sous-exploré et sous-exploité, le Pérou promettait de belles découvertes. Et Sulliden croit en avoir fait une. Sauf que le pays ne lui réservait pas que de belles surprises.

La tortueuse histoire de Sulliden commence en novembre 2002 par un contrat: celui qui fait passer le gisement de Shahuindo, dans le nord du pays, des mains de la société péruvienne Algamarcà à celles de l'entreprise québécoise. Coût de l'acquisition: 4,13 millions US.

À l'époque, les ressources sont estimées à 600 000 onces d'or. Mais Sulliden fait percer des trous et en découvre davantage. Les chiffres grimpent à 1,5 million d'onces d'or, accompagnées de 35,2 millions d'onces d'argent. Selon Sulliden, c'est là qu'il faut chercher l'élément déclencheur de la longue saga qui s'ensuit.

« Le miel attire les mouches, et d'autant plus qu'il y a plus de miel », dit M. Trottier.

Pluie de poursuites

Janvier 2003. Les actionnaires

initiaux d'Algamarcà, avec qui Sulliden est en bons termes, changent. Nouveau PDG, nouveaux directeurs, nouvelle attitude.

Algamarcà, maintenant pilotée par la société privée Atimmsa, tente de faire annuler la vente. La transaction, disent les nouveaux dirigeants, n'est pas valide, puisque le directeur général d'Algamarcà a agi sans l'aval de ses actionnaires.

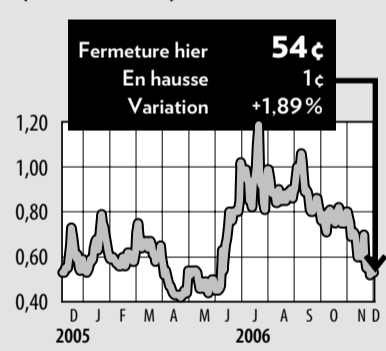
S'ensuit une pluie de poursuites de chaque côté — on en compte 46 à l'heure actuelle — qui instaure un vilain climat entre les deux partis. M. Trottier, qui dit craindre pour la sécurité de sa famille, fait venir sa femme péruvienne et ses deux filles au Québec.

Les poursuites ont évidemment un autre effet: elles paralysent le plan de match de Sulliden, qui s'articule en deux temps. D'abord lancer, simultanément à une troisième phase de forage, une étude de préféabilité pour voir si une exploitation du site pourrait être rentable (voir autre texte). Ensuite, dans le cas où on peut démontrer qu'il y a de l'argent à faire avec Shahuindo, se faire acheter par un gros acteur qui exploitera la mine.

« C'est un dépôt qui va possiblement demander une injection de capital de 75 millions. C'est du gros capital, dit M. Trottier. On pourrait peut-être le faire seul, mais il faut se rappeler que nous sommes une société d'exploration, pas d'exploitation. Je crois qu'il y a des gens mieux placés que nous pour ça. »

Selon Don Blyth, analyste

SULLIDEN EN BOURSE (SUE Toronto)



Source: Bloomberg

chez Paradigm Capital, plusieurs suivent d'ailleurs les activités de Sulliden au Pérou d'un œil attentif, à commencer par les géants miniers Barrick Gold (Canada) et Newmont (États-Unis). « Les deux travaillent déjà dans la région, et je verrais certainement l'un d'entre eux acquérir Shahuindo. Ce serait une acquisition stratégique, ne serait-ce que d'un point de vue géographique. »

Attente

M. Trottier, cependant, en est bien conscient: une prise de contrôle extérieure ne sera possible que quand « le nuage juridique se sera dissipé ». Et lui-même ne peut dire quand cela se produira. « La situation légale est un gros, gros point d'interrogation, dit aussi l'analyste Don Blyth. Ça dure depuis longtemps et vraiment, nous n'avons aucune idée de quand cela pourra se régler. »

De l'argent à faire à Shahuindo ?

PHILIPPE MERCURE

Y a-t-il de l'argent à faire à Shahuindo? Au-delà des disputes juridiques, c'est la question sur laquelle repose l'avenir du site.

Tant qu'une étude de faisabilité n'est pas réalisée, on ne peut que se perdre en conjectures, avertissent les spécialistes. Les projets miniers ne s'évaluent pas sur la base de quelques chiffres: il faut faire du cas à cas et évaluer chacun d'entre eux en détails.

Les 1,5 million d'onces d'or, à première vue, éveillent l'intérêt. « Quand on parle d'un

million d'onces, ça commence à être intéressant. Si on regarde en Abitibi, ça devient une mine importante quand on produit 100 000 onces par année », dit Richard Simon, professeur en génie des mines à l'École polytechnique de Montréal.

Il faut aussi, évidemment, regarder la concentration du minerai. Si on doit traiter 10 tonnes de roche pour en extraire un gramme d'or, le jeu risque de ne pas en valoir la chandelle. Les forages ont montré des concentrations de 0,85 g d'or et d'environ 20 g d'argent par tonne à Shahuindo. Avec les

cours actuels des deux métaux, la tonne de roche vaut donc 26 \$US. « C'est peu », dit première vue Jean-François Tardif, gestionnaire de Sprott Asset Management. Tout dépend combien il faudra dépenser pour toucher ces 26 \$US. Le coût et la disponibilité de la main-d'œuvre, les infrastructures à construire, la quantité de roche inutile qu'il faudra casser pour atteindre les zones d'intérêt, tout cela doit être déterminé et calculé avant de commencer à creuser.

Le président de Sulliden, Jacques Trottier, soutient que

même si l'or valait 350 \$US l'once — près de la moitié de son prix actuel — le gisement de Shahuindo serait rentable. Il sert à ses détracteurs un argument de taille: la plus grande mine d'or d'Amérique latine, Yanacocha, exploitée par Newmont, opère avec des concentrations similaires juste à côté.

Don Blyth, analyste chez Paradigm Capital, souligne que les choses n'en sont encore qu'au stade exploratoire. « J'aime la géologie du gisement, ne peut-il cependant s'empêcher de lancer. Et je crois qu'il en reste à découvrir à Shahuindo. »

FILIALE D'ENTRETIEN D'AIR CANADA

Grossir pour mieux vendre

MARTIN VALLIÈRES

TORONTO

La société mère d'Air Canada, ACE Aviation, grossit sa filiale d'entretien d'avions afin d'en préparer le délestage partiel ou complet auprès d'investisseurs, attendu bientôt.

Cette filiale, ACTS, dont plus de la moitié des 3800 employés sont dans la région de Montréal, acquiert 80% d'une firme d'entretien d'avions du Salvador, en Amérique centrale.

Cette firme, Aeromantimiento SA (ou Aeroman), emploie 1000 personnes. Elle compte comme parmi ses clients l'avionneur Airbus ainsi que les transporteurs JetBlue et US Airways.

La transaction annoncée hier coûtera au moins 44,7 millions US au comptant à ACTS, en plus d'un futur bloc de ses actions, jusqu'à hauteur de 7%.

La teneur finale de cette contrepartie en actions sera déterminée lors du prochain délestage financier d'ACTS par ACE Aviation.

Selon son président, Robert Milton, l'achat d'Aeroman cadre avec «la stratégie d'ACE de poursuivre la transformation d'ACTS en société autonome et rentable, afin de la rendre plus attrayante pour des investisseurs externes».

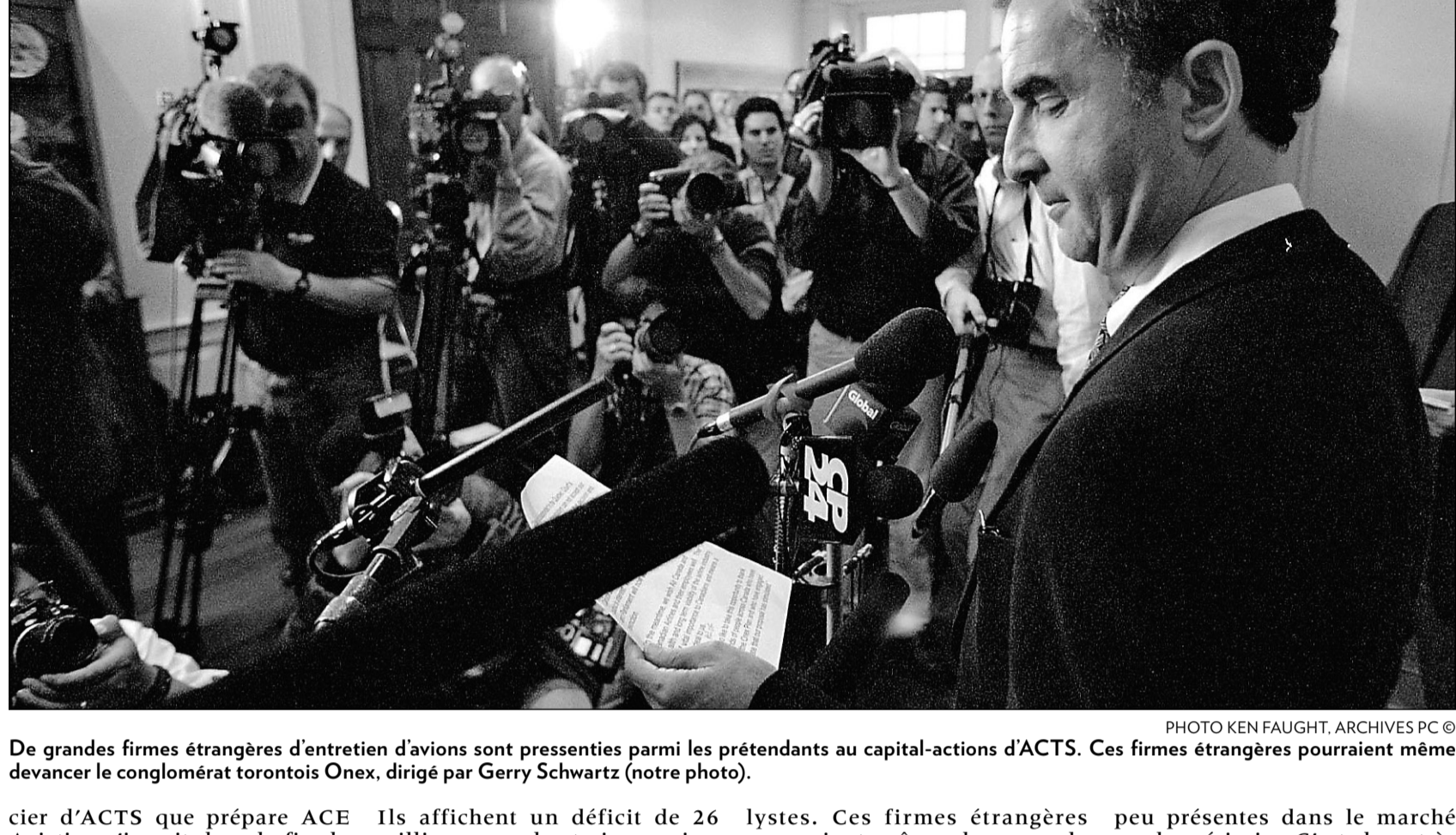
Le président d'ACTS, Chahram Bolouri, soutient que l'acquisition d'Aeroman grossira sa clientèle dans toutes les Amériques, en particulier dans le créneau des avions de taille moindre.

«C'est une étape clé pour établir ACTS comme l'un des principaux fournisseurs de services d'entretien d'avions en Amérique», selon M. Bolouri.

Mais est-ce que ça suffira pour attirer de meilleures offres pour ACTS?

«Le marché de l'entretien d'avions commerciaux est mûr pour une phase de consolidation entre quelques grandes entreprises autres que les transporteurs, avec l'appui d'investisseurs boursiers ou privés», résume Richard Aboulafia, analyste-conseil en aviation chez Teal Group, près de Washington.

«En fait, le délestage finan-



De grandes firmes étrangères d'entretien d'avions sont pressenties parmi les prétendants au capital-actions d'ACTS. Ces firmes étrangères pourraient même devancer le conglomérat torontois Onex, dirigé par Gerry Schwartz (notre photo).

PHOTO KEN FAUGHT, ARCHIVES PC ©

cier d'ACTS que prépare ACE Aviation s'inscrit dans la fin du modèle d'affaires des transporteurs aériens tout intégrés. Ils se concentrent sur la commercialisation et la gestion de leurs vols, laissant à des tiers spécialisés les services comme l'entretien des avions.»

L'échéancier d'ACE Aviation pour le délestage financier d'ACTS demeure imprécis, mais pressenti comme imminent dans les milieux d'affaires de Toronto et de Montréal.

«Probablement ce trimestre ou au début de 2007, alors que les prix s'élèvent fortement pour les transactions de firmes d'entretien», avait indiqué M. Milton aux analystes lors des derniers résultats trimestriels, le 10 novembre.

Quant à la valeur d'entreprise d'ACTS, ses derniers résultats ne sont pas des plus probants.

Ils affichent un déficit de 26 millions pour les trois premiers trimestres de 2006.

L'an dernier, ACTS avait dégagé un surplus de 33 millions lors de son premier exercice financier comme filiale autonome d'ACE Aviation.

Plusieurs prétendants

Selon ses dirigeants, ACTS subit en 2006 des frais spéciaux de rationalisation, ainsi que d'ajouts de clients hors d'Air Canada.

Le chiffre d'affaires d'ACTS est en hausse de 11% jusqu'à présent cette année. En 2005, il avait atteint 627 millions.

Pareils chiffres, importants au Canada, sont toutefois ordinaires en comparaison de grandes firmes étrangères d'entretien d'avions, pressenties parmi les prétendants au capital-actions d'ACTS, soulignent des ana-

lystes. Ces firmes étrangères pourraient même devancer le conglomérat torontois Onex, dirigé par Gerry Schwartz.

Chez ACE Aviation, la liste des prétendants étrangers attendus pour ACTS comprend sa vis-à-vis allemande, Lufthansa Technik AG.

Cette société affiliée au transporteur du même nom affiche un chiffre d'affaires équivalent à 4,7 milliards et un profit avant impôt de 340 millions CAN. Elle emploie 17700 personnes en Allemagne et dans ses 18 filiales internationales.

Aussi en Europe, le groupe SR Technics, dirigé de Zurich mais propriété de capitaux arabes, a un chiffre d'affaires équivalent à 1,32 milliard CAN et un profit d'exploitation de 80 millions CAN, en 2005. SR Technics emploie 5000 personnes.

«Ces deux entreprises sont

peu présentes dans le marché nord-américain. C'est donc très probable qu'elles participent aux offres pour ACTS», selon Jacques Kavafian, analyste en aviation chez Research Capital, à Toronto.

Enfin, un prétendant asiatique pourrait aussi cogner à la porte d'ACTS, estime Richard Aboulafia, du Groupe Teal.

Il s'agit de ST Aerospace, de Singapour, l'un des principaux carrefours aériens de l'Asie du Sud-Est.

Cette firme de 6000 employés fait partie du groupe d'ingénierie Singapore Technologies, dont le chiffre d'affaires est équivalent à 2,5 milliards CAN.

La croissance de ce groupe et sa forte rentabilité (373 millions CAN avant impôt en 2005) en a fait l'un des titres vedettes à la Bourse de Singapour.

AÉRONAUTIQUE

Les élèves se font rares

MARIE TISON

Il a fallu quatre mois à l'École nationale d'aérospatiale (ENA) pour dénicher un technicien en construction aéronautique pour une entreprise de la région.

«La majorité de nos jeunes avaient déjà trouvé un emploi, ou encore avaient décidé de poursuivre leurs études» a déclaré Serge Rioux, adjoint à la direction de l'ENA, une école liée au collègue Édouard-Montpetit, en conférence de presse hier. Des emplois en aérospatiale, il y en a actuellement, et il y en aura beaucoup.»

Selon le Comité sectoriel de main-d'œuvre en aérospatiale du Québec (CAMAQ), il y a actuellement 1100 postes vacants en aérospatiale dans la province, notamment pour des machinistes, des ingénieurs ou des programmeurs. Il s'agit de nouveaux postes, ou encore de postes à pourvoir pour remplacer des gens partis à la retraite ou ayant quitté l'entreprise.

Or, les jeunes, influencés par les manchettes sur les vagues de mises à pied chez Bombardier, ont plutôt délaissé le monde de l'aéronautique. L'École des métiers de l'aérospatiale de Montréal (EMAM), une institution secondaire, compte 400 élèves alors qu'elle pourrait en accueillir 700. On est bien loin de l'époque pré-septembre 2001 où l'école fonctionnait 24 heures sur 24 avec 1200 étudiants.

À l'ENA, on pourrait accommoder 1600 élèves. On n'en compte que 600. «Nous avons beaucoup de place, d'expertise, d'équipement», a lancé M. Rioux.

En fait, l'industrie aéronautique québécoise est tellement préoccupée par une éventuelle pénurie de main-d'œuvre qu'elle a appuyé le lancement d'un guide sur les carrières en aérospatiale.

Comme l'EMAM et l'ENA, Bell Helicopter Textron Canada et CMC Électronique, deux entreprises en

mode embauche, ont collaboré de près à la préparation de «50 carrières de l'aérospatiale», un guide des Éditions Jobboom lancé hier.

Le directeur du recrutement et des services internes de Bell Helicopter, Claude Gingras, a indiqué que son entreprise avait embauché 900 personnes en 18 mois.

«Ça n'a pas été facile, a-t-il déclaré. Nous avons été obligés de mettre des annonces dans les journaux, de faire des présentations le soir, nous avons collaboré avec l'EMAM pour des programmes de formation travail-étude.»

Il a dit espérer que ce nouveau guide suscite de l'intérêt auprès des jeunes et permette notamment de réduire le décrochage.

Même Bombardier, qui doit procéder prochainement à 485 mises à pied dans la région montréalaise en raison d'un ralentissement de la production de ses biréacteurs régionaux, s'est intéressée au guide et y a placé une page de publicité.

La directrice des communications de Bombardier Aéronautique, Sylvie Gauthier, a indiqué que l'entreprise avait une centaine de postes à combler, essentiellement des remplacements. Malheureusement, ce sont des postes qui ne correspondent pas vraiment au profil des travailleurs qui seront mis à pied.

Les auteurs du guide ont reconnu que l'aéronautique était une industrie cyclique qui pouvait connaître des périodes de ralentissement. Ils ont fait valoir qu'une bonne formation en aéronautique pouvait toujours servir dans d'autres domaines, comme la fabrication d'autobus ou d'ambulances.

«Déjà, à l'heure actuelle, il y a des secteurs connexes à l'aérospatiale qui recrutent, qui nous demandent des candidats, mais notre priorité, c'est d'abord de combler des postes qui sont vacants dans notre secteur», a affirmé la directrice de l'EMAM, Josée Péloquin.

Le nouveau passe-partout de Noël: la carte-cadeau

RUDY LE COURS

Vous ne savez pas quoi offrir à fiston qui vit en appartement près de l'université? Pourquoi pas une carte-cadeau d'un supermarché? Ainsi, vous vous assurez qu'il aura de quoi manger quelques jours. En prime, vous lui apprenez à faire ses courses lui-même.

Belle-maman a tout et même plus, mais il faut bien qu'elle aussi ait son paquet enrubbé sous l'arbre. Comme c'est une fana du lèche-vitrine et du shopping, offrez-lui un petit rectangle plastifié. Il lui fournira un nouveau prétexte pour se rendre dans son magasin préféré se procurer un guidé de rêve, mais dont l'achat aurait nourri sa culpabilité judéo-chrétienne.

Il aura fallu moins de cinq ans pour que la carte-cadeau s'impose comme le meilleur atout, au jeu fastidieux de la chasse aux étrennes.

En 2003, à peine plus de la moitié des grands détaillants canadiens la proposaient. L'an dernier, la proportion avait gonflé à 82%. Tout indique que la quasi-totalité des grands marchands, hormis les concessionnaires d'autos, en proposeront avant longtemps, selon une étude réalisée par Statistique Canada.

La carte-cadeau se distingue des bons et autres certificats en ce que sa valeur est programmée au moment de l'achat.

Certaines peuvent même être reprogrammées. Pour le marchand, c'est une assurance contre le vol à l'étalage ou la contrefaçon. C'est un outil intéressant pour attirer de nouveaux clients, en fidéliser d'autres qui, de manière générale, dépenseront dans le magasin davantage que la valeur de la carte.

Les détaillants comprennent que la carte-cadeau fait mousser la consommation et leur chiffre d'affaires, d'autant qu'un certain pourcentage de cartes ne sont jamais dépensées. Plusieurs proposent



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE ©

En 2003, à peine plus de la moitié des grands détaillants canadiens proposaient la carte-cadeau. L'an dernier, la proportion avait gonflé à 82%.

celles d'autres marchands dans le cadre de promotions jumelées.

Enfin, c'est une façon intelligente pour limiter les échanges d'après-Noël: le détenteur de la carte choisira qui la bonne chemise, qui la bonne paire de chaussures, qui le bon tome de la trilogie Charles le Téméraire d'Yves Beauchemin.

Le donateur aussi y trouve son compte. Il peut encourager un marchand de son choix, les acheter par téléphone ou sur Internet et les faire livrer au destinataire au même tarif qu'une carte de souhaits. Que d'arias épargnés! Finis la cohue des achats de dernière minute et le calvaire de l'emballage.

«En 2005, la totalité des grands détaillants d'appareils électroniques et d'électroménagers ont offert des cartes cadeaux dans leurs magasins, lit-on dans l'étude. Ce sont les magasins de vêtements qui ont enregistré la plus forte augmentation. Cette proportion a plus que doublé, passant de 36% en 2003 à 79% en 2005.»

Le Conseil québécois du commerce de détail s'intéresse lui aussi

à ce phénomène. Selon leur sondage réalisé le mois dernier, 37% des Québécois vont offrir des chèques-cadeaux cette année. L'organisme ne faisait pas de distinction entre la carte et le certificat dans son questionnaire. Évidemment, les détaillants sont ravis. «C'est une forme de fidélisation de la clientèle et le consommateur aime ça», résume en entrevue son président, Gaston Lafleur.

L'étude de l'agence fédérale fait ressortir d'ailleurs que les détaillants proposant des cartes-cadeaux ont vu leurs ventes progresser plus rapidement que les autres, entre 2003 et 2005. Ce sont aussi les magasins de plus grande taille qui ont tendance à offrir la carte-cadeau. Bref, elle favorise la concentration. L'an dernier 55% des ventes du temps des Fêtes ont été réalisées dans les magasins offrant la carte fidélisée.

Elle étale aussi l'affluence du temps des Fêtes. Bien des bénéficiaires choisissent d'en profiter en janvier ou février, qui pour profiter des soldes, qui pour éviter la cohue

LA PRESSE AFFAIRES

DILBERT



À BIEN Y PENSER...

« La peinture a couronné ma vie. » — Frida Kahlo, artiste

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

2				5	8	7		
5			7	3		2		
6	1		8			3		
				1			8	
				2				
	5	6	3					
8				7	9		6	4
		9						5
1				4				

Niveau de difficulté : MOYEN

0493

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

9	6	3	1	4	2	5	7	8
8	5	2	7	3	9	1	4	6
1	7	4	8	5	6	9	2	3
3	8	1	5	9	4	7	6	2
2	4	5	6	7	3	8	1	9
7	9	6	2	1	8	4	3	5
5	1	8	3	2	7	6	9	4
4	2	7	9	6	5	3	8	1
6	3	9	4	8	1	2	5	7

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Par Fabien Savary 0492

Cominar se paie Alexis Nihon

COMINAR

suite de la page 1

Cominar possède 61 % de son portefeuille, dont Place de la Cité, dans la région de Québec. Quant à Alexis Nihon, 92 % de ses actifs sont concentrés dans la métropole. Les deux géants de l'immobilier entrent en cohérence harmonieuse. Ils prévoient réaliser des économies d'échelle de 1,5 million l'an prochain et de deux millions par année à partir de 2008.

« Nous étions tous les deux actifs dans les mêmes secteurs du marché immobilier, dit Michel Dallaire, PDG de Cominar. C'est une combinaison logique puisque nous avons des portefeuilles similaires à Québec et à Montréal. Cominar est à Montréal depuis quatre ans et nous rivalisons souvent pour les mêmes édifices. Nous ne nous retrouverons plus l'un contre l'autre. »

Le portefeuille du groupe comprend 204 propriétés d'une superficie de 19,3 millions de pieds carrés. Le marché montréalais représente 64 % des actifs contre 32 % pour le marché de Québec. Le nouveau fonds a aussi des intérêts à Gatineau et Ottawa (3 %) ainsi qu'à Saint-Jérôme (1 %).

Le mariage n'est pas encore consommé – les actionnaires d'Alexis Nihon doivent approuver la transaction au deux tiers des parts en février prochain – que le nouveau fonds de placement immobilier a déjà de grands projets dans les Maritimes et la région de Gatineau-Ottawa.

Cominar Nihon peut-il vraiment se payer un voyage de noces dans le reste du Canada? « Ça dépend de ce qui arrive avec leurs propriétés au Québec, dit Frank Meyer, analyste chez Valeurs mobilières Desjardins (VMD). Le facteur décisif sera le marché des immeubles à bureau de Montréal, qui est faible ces temps-ci. Cominar Nihon devra réduire le taux d'occupation de ses immeubles à bureau. »

Au 30 septembre dernier, la

valeur comptable brute de l'actif de Cominar était de 821 millions. Celle d'Alexis Nihon, un milliard. Si Cominar a pu s'offrir un concurrent plus nanti que lui, c'est en raison de son dossier de crédit impeccable. Les chiffres ne mentent pas : le taux d'endettement de Cominar n'équivaut qu'à 44,9 % de la valeur de ses actifs (incluant les débiteurs convertibles). Un résultat largement inférieur à la moyenne de 54 % dans le secteur de l'immobilier. Alexis Nihon se situe en milieu de peloton avec un taux d'endettement de 54,7 %. « Le style de gestion très conservateur de Cominar lui a permis de réaliser cette transaction », dit M. Meyer.

Discipline

Malgré ses acquisitions dans la métropole, Cominar ne veut pas perdre ses bonnes habitudes. « Nous voulons maintenant une discipline au niveau de nos achats », dit Michel Dallaire, qui conservera son fauteuil de PDG chez Cominar Nihon. Robert Nihon, président du conseil des fiduciaires d'Alexis Nihon, siègera au conseil d'administration du nouveau fonds de placement immobilier, dont le taux d'endettement (incluant les débiteurs convertibles) est estimé à 53,3 %.

Conformément à son contrat de fiducie, Cominar Nihon doit distribuer 85 % de ses bénéfices à ses détenteurs de parts en 2007. Alexis Nihon avait un ratio de distribution de 91,8 % au cours des neuf derniers mois se terminant le 30 septembre dernier. Celui de Cominar se situait à 86,2 % au cours des 12 derniers mois se terminant à la même date. Le bénéfice actuel de 1,22 \$ par part n'équivaut qu'à un ratio de 83,5 %. Le bénéfice devra donc être augmenté afin d'atteindre le seuil minimal de 85 % prévu par le contrat de fiducie de Cominar.

Hier, le titre de Cominar a perdu 2,02 % (46 cents) pour s'établir à 22,30 \$. Celui d'Alexis Nihon a gagné 13,36 % (1,99 \$) pour s'établir à 16,88 \$.

Dix propriétés sont situées dans la grande région de Montréal et cinq immeubles sont situés à Cornwall, en Ontario. Ces acquisitions consistent en des immeubles à usage varié : commercial, industriel et de bureaux. Le coût de la transaction représente un taux moyen de capitalisation de 8,8 %. Hier à Toronto, le titre de BTB a terminé la journée inchangé à 2 \$. -PC

BTB acquiert 115 immeubles

Le Fonds de placement immobilier BTB a annoncé hier l'acquisition de deux portefeuilles immobiliers comprenant 15 immeubles au Québec et en Ontario, ainsi qu'un petit centre commercial sur la Rive-Sud pour 63,4 millions de dollars.

Fasken Martineau grossit à Londres

LA PRESSE

Le cabinet d'avocats Fasken Martineau DuMoulin fusionne son bureau de Londres avec le cabinet Stringer Saul.

La transaction qui ajoute 38 juristes à l'entreprise canadienne donnera naissance dès le 1^{er} février à la nouvelle entité londonienne Fasken Martineau Stringer Saul LLP.

Les autres bureaux internationaux du cabinet canadien, à New York et Johannesburg, ne changent pas de nom même s'ils côtoient aussi l'entreprise londonienne.

Selon le communiqué publié à Toronto, les deux cabinets partagent un savoir-faire en droit minier et en particulier en financement par l'entremise du AIM de Londres, l'Alternate

Investment Market. Fasken Martineau est présent à Londres depuis 20 ans et travaille en étroite collaboration avec Stringer Saul depuis 2004 notamment pour le financement de sociétés minières et de sciences de la vie. Déjà, 46 sociétés établies au Canada ont pu se financer grâce à l'AIM.

L'année 2007 marque le centenaire du cabinet né à Montréal.

Olymel licencie 560 employés

OLYMEL

suite de la page 1

Il souligne que la révision judiciaire actuellement en cours ne doit être entendue qu'au mois d'avril. « Ils n'attendent même pas la décision de la Cour Supérieure. Ils vont fermer avant! » s'est-il indigné.

Olymel a refusé de dire si elle comptait sur une stratégie semblable pour convaincre les tribunaux et invoque plutôt la crise qui sévit au Québec dans l'industrie porcine. Olymel a essuyé des pertes de 100 millions entre 2003 et 2005, et prévoit terminer l'année en cours dans le rouge de 50 millions. « La situation ne s'est pas améliorée, et le plan de restructuration doit évoluer selon la détérioration de la situation », a expliqué à *La Presse Affaires* Richard Vigneault, porte-parole d'Olymel.

L'entreprise a indiqué qu'elle prendra « toutes les mesures nécessaires pour diminuer l'impact de cette décision pour les employés ». Faut-il s'attendre à un transfert de certains emplois de Saint-Simon et Saint-Valérien vers d'autres installations d'Olymel? « Cela dépend de la conjoncture, on est en pleine crise. Je ne peux donner aucune garantie à ce niveau », a répondu M. Vigneault.

Plus tôt cet automne, Olymel avait appelé à la rescousse l'ancien premier ministre Lucien Bouchard pour l'aider à faire face à la crise qui secoue actuellement le monde du cochon québécois. Plusieurs tuiles sont tombées sur cette industrie dans les dernières années. La hausse du dollar a miné la rentabilité des entrepreneurs pendant que les maladies décimaient le cheptel. L'ancien

moratoire sur la production porcine a aussi empêché le développement des mégaporcheries comme celles des Américains, qui livrent une concurrence féroce sur les marchés d'exportation où aboutissent la majorité des porcs québécois.

Ces difficultés ont entraîné bien des tensions, et pas seulement entre Olymel et ses employés syndiqués. Les éleveurs de porcs reprochent aux transformateurs de ne pas être assez concurrentiels, tandis que ces derniers accusent les producteurs de leur livrer des cochons trop petits. Même au sein des transformateurs, les intérêts divergent. « C'est une démarche complexe, a avoué M. Vigneault, d'Olymel, commentant les négociations entamées par Lucien Bouchard. C'est en train d'évoluer et il y aura des rencontres cette semaine. »

Weinberg évite la prison

WEINBERG

suite de la page 1

Son avocat, M^e Lozeau, a indiqué son intention de déposer une requête en récusation contre le juge Denis.

Après avoir fait l'objet de signalements en Floride durant son escapade hors de la juridiction canadienne, M. Weinberg a fini par venir à bout de la patience du juge Denis. Le magistrat, qui l'a accusé d'outrage au tribunal, a rejeté jeudi dernier une demi-douzaine de requêtes de M. Weinberg, déclarant que « la partie de cache-cache est terminée ». Il a aussi reproché à M. Weinberg « son absence de transparence, ses faux-fuyants, ses demandes de report non motivées (et) ses procédures alambiquées ». Autant de stratégies ayant comme but de gagner du temps, a écrit le juge.

M^e Lozeau, tout nouveau au dossier depuis que M. Weinberg a changé d'avocats, a obtenu du juge Denis quelques jours pour préparer diverses procédures. Il a jusqu'à demain après-midi pour demander la récusation, jusqu'à vendredi pour remettre la fameuse liste d'actifs et il doit accompagner M. Weinberg en cour lundi prochain pour l'outrage au tribunal.

M^e Lozeau n'a pas voulu dire, hier, où se trouvait son client durant les dernières semaines. Il a indiqué que cela faisait partie des éléments qui justifient

l'absence de M. Weinberg et qui seront discutés en détail le 6 décembre quand M. Weinberg comparaitra devant le juge Denis pour se défendre de l'accusation d'outrage au tribunal.

Les deux avocats de Cinar, Mark Schragger et Cara Cameron, du cabinet Davies, Ward, Philips et Vineberg, avaient convoqué un témoin venu de Toronto et étaient prêts à plaider hier une partie de la poursuite. Ils devront attendre jusqu'au 11 décembre. Ils se sont dits mécontents des reports accordés par le juge : « C'est toujours

« C'est toujours la même histoire, il cherche des délais. » – Mark Schragger, avocat de Cinar

la même histoire, il cherche des délais », a dit M^e Schreger, au sujet de M. Weinberg, qui est rentré à Montréal vendredi dernier.

À la prison Parthenais

M^e Schreger, qui a souligné le sérieux des accusations d'outrage au tribunal, a plaidé pour que M. Weinberg soit sur-le-champ condamné à la prison jusqu'à ce qu'il produise la fameuse liste d'actifs. « Il pourrait s'asseoir avec ses comptables à Parthenais et la confectionner », a-t-il dit, demandant du même coup que

le passeport de M. Weinberg lui soit confisqué dès sa détention, « jusqu'à ce qu'il obéisse à la cour ».

Le juge Denis n'a pas retenu les suggestions de M^e Schreger. Ce dernier avait observé en cour que M. Weinberg, qui « n'est pas analphabète » et qui « a des ressources », a eu amplement de temps pour préparer sa fameuse liste d'actifs : pour quelqu'un qui dit avoir travaillé toute la fin de semaine, « il n'a pas grand-chose de fait », a-t-il dit.

M^e Schreger a plaidé que M. Weinberg aurait dû arriver en cour hier avec, au minimum, une déclaration sous serment déclinant ses excuses pour « l'insulte » que constitue son comportement récent, ainsi qu'une explication de ses absences répétées, sous forme d'une défense aux accusations d'outrage au tribunal qui pèsent sur lui.

Les avocats de Cinar s'étaient vu instruire par le juge d'être prêts, hier matin, à plaider « ex parte » (en l'absence des défendeurs). M^e Schreger et M^e Cameron s'attendaient donc à plaider hier une fraction (11 millions) des dommages et intérêts réclamés à M. Weinberg et d'autres défendeurs.

« En quoi a-t-on avancé aujourd'hui? Que va-t-il se passer si le 11 décembre M. Weinberg n'est pas là? Ou s'il veut un autre avocat? »

AFFAIRES
700

715 FINANCEMENT
1^{re} et 2^e hypothèque Commercial - Industriel - Bloc appartements - terrain
Engagement le même jour
ACE MORGAGE CORP 514-731-8585
Depuis (1964)

AVIS
800

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM
PRENEZ AVIS que la compagnie 9146-1194 QUÉBEC INC. demandera à l'inspecteur général des Institutions financières la permission de se dissoudre.
Me Michel Roy
Procureur de la compagnie

AVIS
La Presse se réserve le droit de refuser l'insertion de toute annonce contraire aux normes et traditions établies dans notre société.

AVIS
800

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENT DE NOM
PRENEZ AVIS que la compagnie «ABVENT CANADA INC.» demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre.
Montréal, le 04 décembre 2006.
HOLMESTED & ASSOCIÉS, s.e.n.c.
Procureurs de la requérante

PRENEZ AVIS que CATHERINE LAVOIE, en sa qualité de mère, dont l'adresse du domicile est le 2269, avenue Belgrave, Montréal, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer le nom de ZOEY SACHIKO HÉLÈNE LAVOIE-GAGNON en celui de ZOEY SACHIKO HÉLÈNE GAGNON.
Montréal, le 6 novembre 2006.

PRENEZ AVIS que la compagnie 9136-1873 QUÉBEC INC., demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre.
Montréal, le 4 décembre 2006
Chong Huy Lim, administrateur

PRENEZ AVIS que la compagnie IMPORTATION & EXPORTATION FU GING INC. demandera au Registraire des entreprises du Québec la permission de se dissoudre.
Montréal, le 4 décembre 2006
Yang Jie, administrateur

PARIS 6 vols par semaine au départ de Montréal avec Air Transat

Vols aller-retour
Classe Club : un monde de privilèges
Un espace de confort et de service personnalisé vous attend. Sélection de sièges gratuite • Sièges en cuir plus larges • Choix de repas et de vins raffinés • Service prioritaire, et plus.

Forfait Plus
vol | hôtel | petits déjeuners | transfert
Hôtel Tryp Blanche Fontaine 3^{1/2}★
3 nuits à partir de **1099\$**
Hôtel Mercure Montmartre 3^{1/2}★
3 nuits à partir de **1099\$**

Communiquez avec votre agent de voyages dès aujourd'hui!
Prix par personne incluant les taxes, rabais et frais de dossiers du grossiste. VOLS : Prix valides pour des dates spécifiques en décembre 2006 et janvier 2007. FORFAIT PLUS : Départs du 9 au 31 janvier 2007, en occupation double. Nouvelles réservations seulement. Sujet à la disponibilité au moment de la réservation. Vols exploités par Air Transat. Air Transat et Vacances Transat sont membres de Transat A.T. Inc. Détenneurs d'un permis du Québec.
Prix excluant le 3,50\$ par tranche de 1000\$ des services achetés au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.



MICHÈLE BOISVERT

DES GENS, DES ENJEUX

Cap sur l'innovation

Rarement aura-t-on vu autant de journalistes pour une annonce à caractère économique... le dévoilement de la politique d'innovation du Québec correspondant à la première sortie de Jean Charest depuis l'élection de Stéphane Dion à la tête du Parti libéral du Canada. Les journalistes politiques, qui s'étaient déplacés pour recueillir les commentaires du premier ministre, ont fait d'une pierre deux coups. Ils ont pu questionner Jean Charest à propos de Stéphane Dion, tout en assistant en prime à la présentation d'une stratégie importante autour de laquelle s'articulera le développement économique du Québec.

«Un Québec innovant et prospère» est une pièce majeure. D'abord en ce qui concerne les sommes qui y sont consacrées. Québec investira 888 millions de dollars d'argent frais sur trois ans pour améliorer la performance de notre économie au chapitre de l'innovation. C'est beaucoup, surtout pour un gouvernement qui gratte ses fonds de tiroirs. Le ministre Raymond Bachand ne s'en est pas caché en conférence de presse, l'accouchement de cette politique ne s'est pas fait sans douleur. Il y a eu des tiraillements entre les différents ministères. Sans l'appui indéfectible du premier ministre, a précisé le ministre du Développement économique, la politique dévoilée hier n'aurait pas eu la même ampleur.

Mais au-delà des sommes consacrées, l'importance de l'annonce d'hier réside dans l'inscription de la recherche et de l'innovation au cœur de la stratégie de développement économique. À l'heure de la mondialisation, la seule façon de tirer son épingle du jeu pour une économie de la taille de la nôtre est de miser sur le savoir.

Ce n'est pas que le Québec accuse un retard inexcusable en la matière. Au contraire, les



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE ©

Sans l'appui indéfectible du premier ministre, a précisé Raymond Bachand, ministre du Développement économique, la politique dévoilée hier n'aurait pas eu la même ampleur.

dépenses en recherche et développement (R&D) représentent 2,7% du produit intérieur brut (PIB) québécois, ce qui nous place au septième rang des pays de l'Organisation de coopération

Québec effectuent un peu plus de 31% de la recherche canadienne par année, ces établissements ne génèrent que 17% des inventions divulguées, 18% des nouvelles licences et 17% des entreprises

transfert des technologies vers les entreprises. Québec investira notamment 46 millions de dollars sur trois ans pour venir en aide à des partenariats universités-entreprises. Certains existent déjà et sont des succès concluants comme le CRIAQ, le Consortium de recherche et d'innovation en aérospatiale du Québec. D'autres sont en voie de formation dans des secteurs comme le textile par exemple.

L'autre faiblesse que cherche à corriger le ministre Bachand avec sa politique d'innovation est la timidité des dépenses en R&D effectuées par les entreprises québécoises. À peine 3% de nos entreprises sont actives en recherche et dévelop-

Québec investira 888 millions de dollars d'argent frais sur trois ans pour améliorer la performance de notre économie au chapitre de l'innovation. C'est beaucoup, surtout pour un gouvernement qui gratte ses fonds de tiroirs.

et de développement économique (OCDE). Mais il y a des maillons faibles, notamment au chapitre de la valorisation de la recherche. Si les universités du

dérivées (spin off) au Canada. Voilà pourquoi plus de la moitié du coût budgétaire de la stratégie appuie directement la valorisation des résultats de la recherche et le

pement. Leurs dépenses à cette fin ne représentent en moyenne que 48% de celles des entreprises ontariennes. Québec a déjà une politique de crédit d'impôt à la R&D, politique que l'ancien ministre des Finances, Yves Séguin, avait d'ailleurs sabré lors de son premier budget. Cette fois, c'est de bonification dont on parle.

En gros, le gouvernement Charest hausse de 25 millions de dollars le niveau d'actif donnant droit au taux bonifié de 37,5% du crédit d'impôt, ce plafond passe de 25 à 50 millions. Selon Québec, plus de 300 entreprises bénéficieront de cette mesure qui coûtera 75 millions de dollars en dépenses fiscales de 2007 à 2010. Cette somme s'ajoute aux 690 millions que coûte annuellement la politique actuelle.

Par ailleurs, plutôt que de s'éparpiller, Québec a choisi de cibler et de concentrer ses efforts en R&D afin de réunir des masses critiques de chercheurs dans des domaines et des technologies jugés stratégiques. Ces secteurs sont notamment la génomique, les nanotechnologies et l'optique photonique en raison de leur grand potentiel de retombées économiques dans une vaste gamme de domaines. Un investissement public additionnel de 104 millions de dollars est donc consenti au cours des trois prochaines années pour soutenir les activités d'organismes comme l'Institut national d'optique, Genome Québec et Nano Québec.

Bref, avec le dépôt de cette stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation, Québec met en place un environnement propice à la R&D, à l'innovation et au transfert des technologies vers les entreprises. Mieux vaut tard que jamais. C'est maintenant au tour du secteur privé de pousser à la roue.

COURRIEL
Pour joindre notre chroniqueuse: mboisver@lapresse.ca

888 millions pour la R&D

ARIANE LACOURSIÈRE

Pour concurrencer les puissances économiques comme la Chine et l'Inde, Québec a présenté hier ce qui ressemble à un minibudget axé sur la recherche et développement. Le plan de 888 millions de dollars comprend notamment une hausse des crédits d'impôt pour l'innovation dans les grandes entreprises, qui font plus que doubler.

«Au Québec, on n'aura jamais l'avantage d'avoir un marché de milliards d'habitants comme la Chine et l'Inde. Par contre, il y a des secteurs économiques où on se distingue et où on peut être plus fort que les Chinois, que les Indiens et que nos voisins du Sud», affirme M. Charest, qui croit que pour maintenir ce succès, il faut encourager la recherche et l'innovation.

Alors que Québec ne cesse de dire aux médecins spécialistes que le gouvernement n'a pas d'argent, comment a-t-il trouvé 888 millions? Tout simplement en annonçant à l'avance un pan de son prochain budget. Dans leur dernier exercice financier, les libéraux avaient injecté 278 millions en recherche et développement. L'annonce d'hier porte ces investissements à 1,2 milliard.

Seuls certains secteurs de recherche qualifiés de «stratégiques» pourront toutefois profiter des nouvelles sommes octroyées par le gouvernement. C'est entre autres le cas des nanotechnologies, des technologies de l'information, de l'ingénierie ainsi que des industries du textile, de l'optique, de l'aéronautique et de l'énergie.

Des millions injectés, 420 seront consacrés aux infrastructures de recherche. Le reste servira à renforcer la recherche publique et industrielle et à faciliter l'innovation dans les entreprises.

Sans savoir combien, le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Raymond Bachand, assure que des emplois pourront être sauvés et même créés grâce à sa stratégie.

Pour inciter les grandes entreprises des «milieux stratégiques» à innover, le gouvernement bonifie leurs crédits d'impôt à la recherche et développement. Quelque 350 entreprises d'envergure pourront avoir accès au taux appliqué aux PME, soit 37,5% plutôt que 17,5%. Cette mesure coûtera à elle seule 80 millions de dollars.

Les établissements scolaires du Québec reçoivent aussi leur part du gâteau. Quelque 900 nouvelles bourses d'excellence (32 millions) aux étudiants de maîtrise, de doctorat et de postdoctorat sont créées. Les centres collégiaux de transfert de technologie (CCTT) reçoivent 12,6 millions. Les jeunes du primaire, du secondaire et du collégial profitent pour leur part d'un programme de sensibilisation au milieu des sciences et technologies au coût de 6 millions.

La stratégie de la recherche et de l'innovation porte une attention particulière aux régions du Québec. Pour encourager les professeurs à s'y établir, 3 millions sont injectés. Les chercheurs de la province sont aussi appelés à être plus actifs sur la scène internationale. Le gouvernement de Jean Charest finance la participation de près de 500 étudiants-chercheurs à des équipes internationales.

X3

L'ABOMINABLE DES NEIGES



x Drive^{MD}

TRACTION MAXIMALE | RENDEMENT MAXIMAL

BMW X3 3.0i 2007 à partir de

489\$

/mois pendant 39 mois

ÉQUIPÉ DE LA TRACTION INTÉGRALE

INCLUANT LE PROGRAMME D'ENTRETIEN

Mensualité	Comptant
489\$	3999\$
529\$	2500\$
599\$	0\$

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
www.bmwcanbec.com

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert
16710, aut. Transcanadienne
Kirkland
514.695.6662
514.343.3413
www.jalbert-auto.qc.ca

Laval
BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.662.1212
514.990.2269
www.bmwval.com

Rive-Sud
Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
Brossard 450.445.4555
Montréal 514.875.4415
www.parkavenuebmw.com

Rive-Sud
BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
www.bmwstejulie.com

BMW X3 3.0i



Le plaisir de conduire.SM

www.bmwmontreal.ca

Les taux de location sont ceux offerts par Services financiers BMW sur approbation de crédit uniquement quant au modèle BMW X3 3.0i 2007 en stock. Le PDSF pour le modèle BMW X3 3.0i 2007 de base est de 45 300\$. *Pour une location de 39 mois comportant une mensualité de 489\$, un montant de 5 268\$ est exigé à la signature du contrat de location (ce montant inclut le comptant initial, un dépôt de sécurité, la première mensualité, les frais d'administration du concessionnaire ainsi que l'enregistrement d'une hypothèque mobilière et exclut les frais de transport et de préparation). Le taux de location applicable est de 4,9%. Le coût de l'enregistrement du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance et les taxes applicables sur le dépôt et sur les mensualités sont en sus. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 27 633\$. La mensualité varie selon le montant emprunté et le dépôt / la valeur de la reprise. Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km; 0,15 \$ du kilomètre excédentaire. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Offre sujette à disponibilité. Le véhicule doit être livré au plus tard le 31 décembre 2006. Photo à titre indicatif seulement. Les modèles BMW 2006 achetés au Canada d'un concessionnaire BMW autorisé sont couverts par un programme d'entretien sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité.

LA PRESSE AFFAIRES

Baisse de 2 % de la construction en 2007

LAURIER CLOUTIER

L'activité dans la construction au Québec va baisser de 2 % en 2007, mais une reprise est attendue pour 2008 et les années ultérieures, dans les secteurs non résidentiels par contre.

L'industrie connaîtra une « courte pause » en 2007, mais l'activité recouvrera tout près des niveaux records des dernières années, a déclaré hier le président-directeur général de la Commission de la construction du Québec (CCQ), André Ménard, après la conférence annuelle de l'organisme qui a attiré près de 250 décideurs.

Les économistes de la CCQ prévoient un rebondissement dès 2008, car plusieurs projets d'investissements sont en attente d'être lancés, par le secteur privé mais surtout par le public, dont les deux hôpitaux universitaires de 1,5 milliard de dollars chacun.

Le nombre d'heures accumulées sur les chantiers par les quelque 135 000 travailleurs devrait donc reculer de 124 millions à 122 millions l'an prochain, avant de remonter. Ceux qui veulent partir pour l'Alberta et ses chantiers pétroliers devraient donc tout de suite prévoir leur billet de retour, a souligné André Ménard,



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

La construction des deux hôpitaux universitaires devrait faire rebondir la construction en 2008.

car l'industrie devra combler 10 000 postes par année laissés vacants par les retraités.

Le niveau attendu des heures travaillées l'an prochain équivaut à presque le double des 65 millions de 1996, a noté André Ménard. Et pour la quatrième

année consécutive, ce niveau d'activité dépassera la barre des 120 millions d'heures travaillées. C'est du jamais vu depuis 1975, a-t-il enchaîné. L'économie va en profiter car la construction génère 10 % de la production totale au Québec.

Le lancement de plusieurs grands projets sera confirmé d'ici la fin de 2007, selon le ministre du Travail, Laurent Lessard, qui a participé à la conférence de la CCQ hier. Des donneurs d'ouvrage comme Hydro-Québec, Transports Québec et les grandes pétrolières comptent investir massivement, a ajouté le ministre.

Outre l'augmentation de la capacité des raffineries de Petro Canada et d'Ultramar, Shell pourrait en construire une nouvelle à Montréal, a dit espérer Carol Montreuil, vice-président de l'Institut canadien des produits pétroliers.

Négociations en vue

Les conventions collectives dans la construction arrivent à échéance en avril prochain, mais les négociations vont commencer dès le tournant de l'année et André Ménard ne s'attend pas à de problèmes majeurs.

L'an prochain, seul le segment du génie civil et de la voirie profitera d'une hausse d'activité, de 2 % à 25 millions d'heures travaillées. La baisse la plus forte, de 10 %, viendra de la construction résidentielle. Le nombre d'heures travaillées y reculera de 25,5 à 23 millions et celui des mises en chantier baissera de

11 %, de 46 000 à 41 000, selon l'économiste de la CCQ, Patricia Carvajal. Les économistes de Desjardins s'attendent de leur côté à un recul de 14,3 %, à 39 000 mises en chantier.

La vague de construction de centres commerciaux et de supermarchés tire à sa fin, a par ailleurs déclaré l'économiste principal de la CCQ, Louis Delagrave. Le Faubourg Boisbriand et le Quartier Dix30, à Brossard, seraient les derniers construits, pour le moment.

Dans les régions, la baisse de la construction frappera de plein fouet la Baie-James (chute de 40 %), mais le Bas-Saint-Laurent-Gaspésie profitera d'un bond de 15 %, comparativement à une hausse de 5 % en Estrie et sur la Côte-Nord. Dans la région de Montréal, la baisse attendue de 2 % équivaut à celle de l'ensemble du Québec.

Parmi les projets annoncés pour les prochaines années, il faut noter ceux de Petro Canada (600 millions), des éoliennes en Gaspésie (1,8 milliard), des centrales hydroélectriques Eastmain-1A-Rupert (quatre milliards) et de La Romaine (6,5 milliards) et des investissements de plusieurs milliards projetés aux alumineries d'Alcan et d'Alcoa, selon la CCQ.

EN BREF

Financement de Rêveport

Grâce à un accord de financement de 280 millions, le projet récréotouristique Rêveport devrait amorcer incessamment la réalisation de ses premières phases, vient d'indiquer le Consortium européen I-Parks-Oger International. Situé à l'ancienne aérogare de Mirabel, le calendrier du projet prévoit la signature des baux avant la fin de cette année et la rénovation dès le début de l'an prochain de l'hôtel qui doit ouvrir dans un an. Rêveport doit devenir une destination d'évasion grâce à des aménagements sur les thèmes de l'eau et de l'espace, sur plus de 100 000 mètres carrés.

Bravo! Vous m'avez trouvé!



DATES D'ASSEMBLÉE

Données fournies par la société émettrice par l'entremise de SERVICES DE DÉPÔT ET DE COMPENSATION CDS INC.

* Modifications aux renseignements déjà publiés. A = annuelle; S = spéciale; G = générales; X = supplémentaire; E = extraordinaire. % = annulé; @ = ajourné.

Raison sociale	Date inscr.	Date d'ass.	Type d'ass.
Ashton Mining of Canada Inc.	*Dec 08	Jan 15	S
ACD Systems International Inc.	Dec 19	Jan 23	S
Benton Resources Corp.	Dec 22	Jan 29	AGS
Bird River Mines Inc.	Dec 18	Jan 30	AGS
Brazilian Resources Inc.	%Nov 29	Jan 25	S
bcMetals Corporation	Oct 31	Dec 15	S
Carat Exploration Inc.	Dec 22	Jan 25	AGS
Cinema Internet Networks Inc.	Dec 22	Jan 31	AGS
Comnetix Inc.	Dec 11	Jan 19	AGS
Criterion Business Trust TA	Dec 18	Jan 22	S
Bejour Enterprises Ltd.	Dec 20	Jan 22	E
Desco Energy Ltd.	*Nov 14	Dec 29	S
Epic Data International Inc.	Dec 19	Jan 24	AG
Gridsense Systems Inc.	*Nov 15	Dec 20	AGS
International Properties Group	*Nov 15	Jan 04	AGS
Kettle River Resources Ltd.	Dec 11	Jan 22	S
Lesacal Investment Corp.	%Nov 16	Dec 18	S
LMC Portefeuille d'Action Can	Nov 23	Dec 19	S
LMC Portefeuille d'Obligation	Nov 23	Dec 19	S
Merc International Minerals	Dec 18	Jan 18	AS
MVS Capital Corp.	*Nov 17	Dec 21	S
Northland Power Income Fund	Dec 22	Jan 30	S
Novwest Resources Inc.	Dec 20	Jan 24	S
Pacific Geoforo Corp.	*Nov 06	Dec 27	AGS
Quartz Mountain Resources Ltd.	Dec 11	Jan 19	AG
Rookhaven Resources Ltd.	Dec 29	Fevr02	AG
Santory Resources Ltd.	Dec 18	Jan 17	AG
Savours Plus International Inc.	Dec 08	Jan 08	AGS
Starcore Int'l Ventures Ltd.	Dec 14	Jan 22	AG
Stroud Resources Ltd.	Nov 06	Dec 08	AS
Suntra Diversified Inc.	Dec 12	Jan 16	AS
Titan Uranium Inc.	Dec 20	Jan 22	AG
Tone Resources Limited	Jan 04	Fevr08	AGS
Truostar Petroleum Corporation	*Jan 03	Fevr02	AGS
Urasia Energy Ltd.	Dec 20	Jan 26	AG

SOYEZ ROI DE LA CAISSE

AVEC NOTRE NOUVEAU COMPTE À RENDEMENT OPTIMAL OFFRANT UN TAUX DE

4,15 %¹

Défiez l'ordinaire. Soyez Extraordinaire™



BOMBARDIER

AVIS DE DIVIDENDE

Le 15 décembre 2006, Bombardier Inc. paiera un dividende mensuel variable de 0,125 \$ CAN par action aux détenteurs d'actions privilégiées série 2 inscrits à la clôture des affaires le 30 novembre 2006.

Roger Carle
Secrétaire de la Société

Le 1^{er} décembre 2006

3447013A



Les occasions certifiées Porsche, La meilleure façon d'accéder au rêve Porsche.

Voitures d'occasion certifiées

- '05 911 Turbo S Arctic Silver, 19 900 km, # 685236
- '04 Cayenne Turbo Titanium, 55 600 km, # A90020
- '04 Boxter Atlas Grey, 37 112 km # 621052
- '04 Boxter Seal Grey, 38 100 km # 621179
- '03 911 Turbo Arctic Silver, 18 785 km, # 685555
- '03 Boxster Seal grey, 30 390 km, # 620137
- '02 Boxster S Lapis Blue, 33 500 km, # 661128
- '01 911 cabriolet Lapis blue, 46 880 km, # 654058

Voitures d'occasion et de démonstration

- '06 Cayenne Turbo Titanium, 10 650 km
- '06 Cayenne S 3 en stock
- '06 Cayenne Noir/noir, 14 400 km
- '99 Boxster Arctic Silver, 34 200 km
- '06 911 S Cabriolet Seal grey, 5 375 km



Centre Porsche Lauzon

2455, boul. Chomedey, Laval
Tél. : (450) 688-1144

www.lauzonporsche.com

3445878



TRANSFERTS RAPIDES GRATUITS
Transférez des fonds d'un compte de banque à E*TRADE. Pointez et cliquez.



COMPTE À TAUX OPTIMAL INTELLIGENT
Calculez instantanément le potentiel d'intérêt de votre argent non placé.



IDENTIFICATION² NUMÉRIQUE E*TRADE COMPLETE^{MC}
C'est comme un cadenas pour protéger votre connexion en ligne.



Transférez à E*TRADE Canada aujourd'hui et mettez à profit E*TRADE Complete^{MC}.

CLIQUEZ www.etrade.ca

APPELEZ 1-888-769-3723

E*TRADE CANADA est un service de Société de valeurs immobilières E*TRADE Canada (courtier à escompte - courtier d'exécution seulement), membre du FCPE. E*TRADE, E*TRADE Canada et le logo E*TRADE Canada, DÉFIEZ L'ORDINAIRE, SOYEZ E*TRAORDINAIRE, E*TRADE Complete et le logo en forme d'astérisque sont des marques déposées ou de commerce de E*TRADE Financial Corp. ou de ses filiales et sont utilisées avec permission. RSA, le logo RSA et SecurID sont des marques déposées et des marques de commerce de RSA Security Inc. aux États-Unis et dans d'autres pays. RSA Security Inc. n'est pas affiliée à E*TRADE FINANCIAL Corp., ni à aucune de ses filiales, et n'est pas un commanditaire de ce programme. ¹Taux d'intérêt annuel en vigueur le 20 novembre 2006. L'intérêt est calculé sur le solde de fermeture quotidien et payé mensuellement. Le taux d'intérêt est sujet à changement à n'importe quel moment et à la discrétion de E*TRADE Canada, sans préavis. ²Des conditions s'appliquent. Pour obtenir tous les détails, y compris les limitations et les exigences d'admissibilité, visitez www.etrade.ca.

3447205

Châtelaine vous présente
FEMMES D'INFLUENCE
MIDIS-CONFÉRENCE
en collaboration avec
HSBC

ENDROIT : Hôtel Omni Montréal,
INSCRIPTION : 11 h 15 à 12 h
DÉJEUNER : 12 h à 14 h
Inscriptions au 514-521-8700 ou au www.powerpointgroup.com
Une production Powerpoint
Invités et dates sujets à changements sans préavis. Toutes les ventes de billets sont finales



SOYEZ INSPIRÉE

DR ANN CAVOUKIAN
Contre toutes probabilités
Montréal : le 12 décembre 2006

Ann Cavoukian, commissaire à l'information et à la protection de la vie privée, a atteint le sommet de sa discipline. Invitée à prendre la parole à d'importants forums autour du monde, Mme Cavoukian est reconnue comme l'un des grands experts au monde sur la vie privée. Auteure d'ouvrages innovateurs sur la vie privée, survivante d'une tumeur au cerveau et désireuse de propager son influence, Dr Cavoukian partagera sa passion et la manière dont celle-ci lui a permis de défier le sort dans sa carrière et sa vie. Prenez note que la présentation sera bilingue

HSBC
Votre banque, partout dans le monde



Deloitte.
Samson Bélaïr/Deloitte & Touche



Services de relogement
ROYAL LEPAGE

Châtelaine

Concurrence accrue pour Alcan et Alcoa

L'Europe ouvrirait la porte à l'aluminium russe

BLOOMBERG

L'Union européenne (UE) a l'intention de réduire les droits sur les importations d'aluminium le mois prochain afin d'augmenter les expéditions depuis la Russie, ce qui fera une entaille dans la protection dont les producteurs bénéficient en Europe, y compris Alcan et Alcoa.

Ainsi, l'UE souhaite réduire à 3 %, le 1^{er} janvier prochain, les droits sur l'aluminium primaire sans mélange après que la Pologne eut demandé un répit pour les importateurs. Après traitement, le métal est utilisé dans une foule de produits depuis les autos et les avions jusqu'aux emballages et aux câbles électriques.

La proposition de la Commission européenne constituera une « première étape » pour soulager le fardeau des importateurs, a indiqué hier à Bruxelles Guenter Verheugen, commissaire à l'Industrie. Cette proposition de la Commission, qui est le bras exécutif de l'UE de 25 membres, devra recevoir l'aval des gouvernements.

Compromis

Cette baisse des droits ferait figure de compromis puisqu'elle ne serait pas appliquée aux droits d'importation de l'aluminium allié. Les droits sur les importations d'aluminium, fixés à 6 % pendant la dernière décennie, protègent divers producteurs dans l'Union européenne tels que Alcan, Norsk Hydro, Glencore International et Rio Tinto.

L'entrée en mai 2004 de 10 nations principalement de l'Europe de l'Est a contribué à renforcer les arguments en vue d'une baisse des droits d'importation parce que les nouveaux États membres disposent d'industries de transformation de l'aluminium qui comptent traditionnellement sur des approvisionnements russes.

D'ailleurs, les importations russes ont une telle importance pour la Hongrie que ce pays a



Des employés au travail à une usine de Shanghai Sigma Metals à Shanghai, qui recycle l'aluminium. L'Union européenne souhaite réduire à 3 %, le 1^{er} janvier prochain, les droits sur l'aluminium primaire sans mélange après que la Pologne eut demandé un répit pour les importateurs.

PHOTO ALY SONG, REUTERS ©

négocié un délai dans la mise en place du droit de l'UE dans le cadre de son admission au sein de l'Union. En vertu de cet accord, le droit ne serait pas imposé la première année de l'entrée de la Hongrie au sein de l'UE et il serait ensuite imposé, à partir de mai 2007, en trois étapes pour finalement atteindre 6%.

Mais la Pologne et d'autres nouveaux membres ont été

contraints d'appliquer le droit de 6 % dès la première année de leur admission. Le gouvernement polonais a exercé des pressions sur l'UE pendant des mois pour mettre fin à ce droit et Peter Mandelson, le commissaire au commerce de l'UE, indiquait en juin dernier qu'il « travaillait activement à la recherche d'une solution équilibrée ».

Un document qui circulait hier

à une réunion des ministres de l'Industrie de l'UE à Bruxelles mentionnait le projet de réduire à 3 % les droits d'importation sur l'aluminium sans mélange. Le document faisait aussi référence à une deuxième étape visant à l'élimination du droit sur ce produit.

L'action d'Alcan a tout de même gagné 98 cents (1,8 %), à 56,75 \$ hier, à la Bourse de Toronto.

ThyssenKrupp acquiert la division aérospatiale d'Alcoa

ASSOCIATED PRESS ET PRESSE CANADIENNE

FRANCFORT — Le géant allemand de l'acier ThyssenKrupp AG a indiqué hier qu'il avait fait l'acquisition de la division de services à l'industrie aérospatiale du fabricant d'aluminium Alcoa. Les détails financiers de la transaction n'ont pas été dévoilés.

La division, dont les ventes se sont chiffrées à 75 millions d'euros (119 millions CAN) l'an dernier, sera intégrée à ThyssenKrupp, une entreprise établie à Düsseldorf.

Alcoa, le principal fournisseur d'aluminium de Bombardier, a des bureaux en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en Allemagne.

L'entente permettra à ThyssenKrupp de vendre les stocks d'aluminium de la division à des fabricants d'équipement aérospatial et à des sous-traitants aux États-Unis.

En Grande-Bretagne, ThyssenKrupp Services fera en outre l'acquisition des activités de distribution d'aluminium et de deux centres de service.

ACTUEL

LA NOUVELLE SOCIÉTÉ

Tous les jours dans
LA PRESSE

TIMEX CANADA

DANIEL DES CÔTES
Le président de Timex Canada, M. Léo Fournier est heureux d'annoncer la nomination de M. Daniel Des Côtes à titre de vice-président aux ventes.

M. Des Côtes sera responsable de la direction stratégique, du développement des ventes et de la distribution de tous les produits vendus au Canada par Timex Canada.

M. Des Côtes, qui est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires de l'Université du Québec à Montréal, possède plus de 27 années d'expérience avec la société Timex Canada Inc.

La corporation Timex, présente dans plus de 60 pays, est un des plus importants concepteur, manufacturier et distributeur de l'industrie de l'horlogerie.

MARYSE FERNET
Vice-présidente
Ressources humaines
Cascades inc.

M. Alain Lemaire, président et chef de la direction de Cascades inc., a le plaisir d'annoncer la nomination de madame Maryse Fernet à titre de vice-présidente, ressources humaines.

Mme Fernet occupera un rôle conseil au sein de la haute direction et auprès des différents groupes de Cascades. Son esprit critique et sa vision stratégique permettront à Cascades de demeurer un modèle en matière de gestion des ressources humaines.

Forte d'une expérience de 19 ans chez Cascades, notamment à titre de directrice corporative des ressources humaines, Maryse Fernet a développé une solide expertise en ressources humaines dans des contextes syndiqués et non syndiqués au Canada et aux États-Unis. Mme Fernet est détentrice un baccalauréat et d'une maîtrise en relations industrielles de l'Université de Montréal.

Fondée en 1964, Cascades œuvre dans les domaines de la fabrication, de la transformation et de la commercialisation de produits d'emballage, de papiers tissu et de papiers fins composés principalement de fibres recyclées. Cascades regroupe près de 14 300 femmes et hommes travaillant dans quelque 120 unités d'exploitation modernes et flexibles situées en Amérique du Nord et en Europe. Sa philosophie de gestion, son expérience de plus de 40 ans dans le recyclage, ses efforts soutenus en recherche et développement sont autant de forces qui lui permettent de créer des produits novateurs pour ses clients. Les actions de Cascades se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole CAS.

CLAUDE COSSETTE
Vice-président
Développement organisationnel
Cascades inc.

M. Alain Lemaire, président et chef de la direction de Cascades inc., a le plaisir d'annoncer la nomination de monsieur Claude Cossette à titre de vice-président, développement organisationnel.

Dans le cadre de ce nouveau poste, M. Cossette aura comme mandat d'assurer la pérennité de Cascades par l'entremise d'un plan de relève et d'un plan de diffusion de la philosophie à travers les différents groupes de l'entreprise.

À l'emploi de Cascades depuis 1994, Claude Cossette a occupé les fonctions de coordonnateur de la formation et de la qualité, de directeur d'usine à la division Kingsey Falls de Norampac et, finalement, de vice-président, ressources humaines pour Cascades inc. depuis 1998.

Fondée en 1964, Cascades œuvre dans les domaines de la fabrication, de la transformation et de la commercialisation de produits d'emballage, de papiers tissu et de papiers fins composés principalement de fibres recyclées. Cascades regroupe près de 14 300 femmes et hommes travaillant dans quelque 120 unités d'exploitation modernes et flexibles situées en Amérique du Nord et en Europe. Sa philosophie de gestion, son expérience de plus de 40 ans dans le recyclage, ses efforts soutenus en recherche et développement sont autant de forces qui lui permettent de créer des produits novateurs pour ses clients. Les actions de Cascades se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole CAS.

Les détails font la différence.

Seuls les véhicules d'occasion Certifiés Étoiles incluent :

- Certification suite à une inspection en 150 points
- Garantie de jusqu'à 6 ans/120 000 km
- Assistance routière 24 h/24
- Pièces de rechange Mercedes-Benz d'origine uniquement
- Historique complet de l'entretien
- Recherche en ligne à certifiesetoiles.ca

VÉHICULES D'OCCASION CERTIFIÉS ÉTOILES

FINANCEMENT À PARTIR DE

2,9%*

FINANCEMENT OFFERT PAR Services financiers Mercedes-Benz

Achetez en toute confiance chez votre concessionnaire Mercedes-Benz.

Véhicules d'occasion Certifiés Étoiles^{MC}

AFFAIRES... DURABLES

MOUNTAIN EQUIPMENT CO-OP

Toujours premier de classe



VERONIQUE BOUVIER

On associe spontanément Mountain Equipment Co-op au plein air. Mais la plus grande coopérative de plein air au Canada se définit plutôt par la grande nature. Une nuance qui a son importance dans une optique durable.

« Le plein air produit énormément d'activités motorisées, donc polluantes », précise Marc Blais, directeur des communications françaises et développement d'affaires chez Mountain Equipment Co-op (MEC).

À tel point que le ski alpin est exclu du catalogue de la coopérative qui compte aujourd'hui 2,5 millions de membres. « Sans remontées mécaniques, les gens ne skient pas », ajoute-t-il.

Rien d'étonnant de la part de la coopérative de Vancouver, qui se veut à l'avant-garde en matière d'engagement social et environnemental. Son cheval de bataille : la réduction de son empreinte écologique.

« Tous nos produits requièrent des processus de traitement et de fabrication hautement toxiques et néfastes pour l'environnement », reconnaît M. Blais. En lien avec l'Université de Colombie-Britannique, nous cherchons à en faire des produits beaucoup plus verts et acceptables selon les normes de développement durable. »

Quant au coton utilisé pour les vêtements de la marque MEC, il est 100 % biologique. « Nous sommes parmi les 15 plus grands acheteurs de coton biologique dans le monde, précise-t-il. Et nous travaillons actuellement sur la capacité de récupérer la totalité de nos vêtements en polyester fabriqués depuis le début de notre coopérative en 1971 pour en refaire du polyester neuf. »

Une vigilance accrue face à la délocalisation

L'autre grande préoccupation de la coopérative est d'assurer un approvisionnement éthique. Ses produits sont fabriqués dans 63



PHOTO ALAIN ROBERGER, LA PRESSE

Marc Blais, au quartier général de l'équipe québécoise de MEC, à Montréal. Un bâtiment qui consomme 70 % de moins d'énergie qu'un bâtiment conventionnel grâce à son écoconstruction.

usines, dont près de la moitié se trouvent en Asie.

En 2005, MEC a procédé à des vérifications dans 27 usines. Deux cent quarante-quatre infractions ont été relevées, notamment sur la sécurité, les conditions de travail et les salaires. La coopérative a alors décidé de rompre sa relation d'affaires avec deux d'entre elles.

« Dernièrement, on vient de retirer pour quelque 100 000 \$ de produits de nos rayons, indique M. Blais. On s'est rendu compte que l'entreprise en Asie qui a

sécurité en usine, rappelle Marc Blais. Si le fournisseur ne rejoint pas ces trois points ou ne montre aucune volonté de corriger la situation, il est éliminé. »

La notoriété ne suffit pas

Malgré tout, le sentiment d'impuissance demeure. « Nous sommes un très petit joueur, dit-il. Comment peut-on faire changer les choses alors que, dans une usine donnée, nous représentons l'équivalent d'une à deux journées d'ouvrage par année? Il faut

« Comment peut-on faire changer les choses alors que, dans une usine donnée, nous représentons l'équivalent d'une à deux journées d'ouvrage par année? Il faut que toute l'industrie fasse des pressions. »

fabriqué une de nos armures de vélo de montagne le faisait avec des enfants. C'est une perte sèche pour nous. »

Pour la plus grande coopérative de vente de détail au Canada, il n'est pas question de faire de compromis. « Trois points sont des conditions sine qua non : le travail des enfants, le travail obligatoire, et les conditions de

que toute l'industrie fasse des pressions. »

Même son de cloche de la part de Brenda Plant, cofondatrice d'Ethiquette.ca et spécialiste en responsabilité sociale des entreprises. « Leurs produits sont fabriqués dans les mêmes usines que celles des autres grandes marques de l'industrie du vêtement. De croire que ces sous-trai-

tants vont utiliser des approches différentes par entreprise, c'est irréaliste. Il faut une volonté concertée des gros joueurs d'exiger de meilleures conditions. »

Les choix de la coopérative n'échappent pas aux experts. En 2005, pour la deuxième année consécutive, MEC occupe le premier rang des détaillants canadiens socialement responsables du palmarès annuel du « Report on business » (*Globe & Mail*).

À juste titre pour Brenda Plant. « C'est une entreprise reconnue comme un modèle en matière de développement durable et de transparence. Ils sont reconnus par la Fair Labor Association et la Maquila Solidarity Network, les deux ONG qui suivent le dossier des ateliers de misère. »

La coopérative, qui vient de publier son premier rapport de développement durable, fait preuve de lucidité. « Nous sommes un chef de file et pourtant nous savons très peu de choses dans ce domaine-là, souligne M. Blais. En analysant la situation dans les usines, on a réalisé qu'on n'était ni mieux ni pire que les autres. »

Commencer par soi-même

Du côté de ses magasins, MEC cherche à donner l'exemple. Sa politique de minimisation des déchets a permis un taux de recyclage avoisinant les 83 %. « On vise les 90 %, précise M. Blais. Nous avons économisé au moins 100 000 \$ simplement en détournant ce qui devait être acheminé vers un site d'enfouissement vers un site de recyclage, ce qui coûte moins cher. »

Pour ses magasins, la coopérative préconise le recyclage de bâtiments, comme à Québec dans le quartier Saint-Roch, ou l'écoconstruction, notamment à Montréal. « Notre bâtiment de Montréal, construit en 2003 au Marché central, compte parmi les 40 magasins les plus remarquables au monde, selon la Retail Industry Leader Association, dit-il. Il consomme 70 % moins d'énergie qu'un bâtiment conventionnel et avec 6 % d'augmentation de notre productivité, on récupère trois fois le prix de notre pavillon en 30 ans. »

vitalité dans l'entreprise absolument remarquable. Nos magasins excèdent tous les objectifs annuels de vente et ça ne cesse d'augmenter. »

Pour Brenda Plant, la francisation est un des bons coups de MEC. « C'est une reconnaissance de la culture, une composante du développement durable trop souvent oubliée. Ça témoigne d'un respect pour le marché québécois. »



PHOTO FOURNIE PAR ÉTHIQUETTE.CA
Les ours Punku sont fabriqués dans des coopératives du Pérou.

Cadeaux responsables pour Noël

VERONIQUE BOUVIER

La perspective du magasinage de Noël vous décourage? Faites preuve d'originalité en offrant des cadeaux responsables. En plus de donner bonne conscience, les cadeaux recensés sur le site Ethiquette.ca respectent l'environnement et les travailleurs qui les ont fabriqués.

Les petits ours en peluche équitables Punku en sont un bel exemple. Ils sont fabriqués dans des coopératives au Pérou et la laine utilisée provient de fibres naturelles non teintes d'alpaga.

Parmi les autres articles, on trouve pêle-mêle les chapeaux écologiques de l'Atelier Entre-Peaux faits à la main et composés à 95 % de matériaux recyclés, les produits de soin d'hiver pour la peau de Green Beaver, constitués entièrement d'ingrédients naturels, ou encore les parkas Canada Goose fabriqués par Metro Sportswear qui offre à ses employés un salaire décent et maintient ses manufactures au Canada.

Et pour concocter un menu de Noël équitable, le site offre l'embaras du choix : dinde sauvage biologique, chocolats fins et cafés équitables sans oublier les biscuits de La Guilde du pain d'épices dont les biscuits au chocolat sont les premiers au monde à être certifiés équitables.

Le site montréalais Ethiquette.ca recense plus de 600 produits et services, pour la plupart issus de PME canadiennes. Chaque entreprise est sélectionnée selon quatre critères : respect de l'environnement, respect des travailleurs, entreprise à vocation sociale, économie sociale.

« Les produits qu'on affiche ne sont pas parfaits mais ils se démarquent dans leurs secteurs. On fait le tri pour encourager la consommation responsable », estime Brenda Plant, la cofondatrice du site.

Pour plus d'informations sur les points de vente et d'autres idées cadeaux : www.ethiquette.ca

Succès au Québec

VERONIQUE BOUVIER

Trois ans après le début de son implantation au Québec, un membre sur 10 de MEC est Québécois. « C'est ici que nous avons le plus fort taux d'adhésion. Sur deux nouveaux membres au pays,

l'un vient du Québec », témoigne Marc Blais, un des directeurs de l'équipe « française » déployée au Québec.

Une réussite qui tient, selon lui, à la qualité de la francisation de MEC. « On ne se limite pas à une traduction littérale. On adapte

nos textes pour le Québec. » Dernier geste en date, la francisation du site Internet transactionnel de MEC en 2006. « Nous avons francisé plus de 5000 pages de contenu. »

Les coûts de la francisation tournent autour de 3 millions de dollars, mais c'est un investissement payant, croit le directeur des communications françaises et développement d'affaires. « Notre arrivée au Québec a amené une



TOUT EST LIÉ.

Alcan salue les entreprises qui jouent un rôle actif dans le développement social et environnemental des communautés dans lesquelles elles sont présentes.

LIÉE AU QUÉBEC. LIÉE À LA PLANÈTE.



Maux de tête pour Pfizer

Son action chute après l'arrêt du développement du Torcetrapib

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Le groupe pharmaceutique américain Pfizer chutait de plus de 10 % hier à la Bourse de New York, après avoir annoncé ce week-end l'arrêt du développement de l'un de ses médicaments les plus prometteurs, l'anticholestérol Torcetrapib, aux risques potentiels trop élevés.

L'action de Pfizer a chuté de 10,6 %, ou 2,96 \$ US, à 24,90 \$ US hier sur un marché actif.

Pfizer a décidé de cesser les essais cliniques du Torcetrapib, un anticholestérol qui devait prendre le relais du Lipitor, à la demande du Data Safety Monitoring Board (DSMB).

Cet organisme indépendant lui a recommandé de stopper les essais « à cause d'un nombre anormalement élevé de décès et d'événements cardiovasculaires » parmi les personnes qui testaient le médicament.

Le Torcetrapib, qui visait à stimuler le « bon » cholestérol, devait succéder au Lipitor, l'anticholestérol le plus vendu au monde, l'un des produits phare de Pfizer, et dont le brevet expire en 2011. Les essais cliniques du Torcetrapib étaient dans leur dernière ligne droite, et le nouveau médicament devait être l'un des piliers des recettes futures du groupe.

Deutsche Bank, Lehman Brothers, Morgan Stanley et JP Morgan ont abaissé leurs recommandations sur le titre. Tous

les analystes ont été surpris par cette décision, qualifiée de « choquante » par JP Morgan, d'autant plus que jeudi dernier, Pfizer avait justement rappelé avec optimisme son ambitieux programme de développement de médicaments pour les prochaines années.

L'agence de notation financière Moody's a placé hier la note Aaa de Pfizer sous revue pour éventuel abaissement, indiquant que cela portait sur quelque 5,6 milliards US de dette à long terme du groupe. « Cette initiative reflète le souci que sans Torcetrapib, le profil de crédit de Pfizer pourrait ne plus correspondre à la note Aaa », indique Moody's, qui précise que sans ce médicament, l'évaluation des médicaments en cours de développement chez Pfizer se rapproche plus de la note Ba.

« Ce revers majeur dans le développement de nouveaux médicaments, accroît également les préoccupations de Moody's sur le fait de voir Pfizer s'engager dans de grosses acquisitions qui feraient augmenter la dette ou des politiques plus agressives pour satisfaire son actionnariat », poursuit l'agence de notation.

Moody's indique toutefois que le ratio de liquidités sur dette de Pfizer est en ligne avec une notation Aaa et que Pfizer devrait prochainement recevoir environ 12 milliards US de revenus de la vente de ses activités Pfizer Consumer Health au groupe concurrent Johnson and Johnson.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

SOUSSIONS PUBLIQUES

Services d'archivage de documents semi-actifs de la STM

Documents disponibles : paiement seulement par chèque visé ou mandat à l'ordre de la STM au montant de 50 \$, non remboursable, au 8845, boul. St-Laurent, réception, Montréal, à compter du **5 décembre 2006**, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 15 h 30.

Information : (514) 280-4927.

Dépôt des soumissions : STM, 800, de La Gauchetière O., bur. 8100, portail Nord-Est, Montréal, **au plus tard le vendredi 5 janvier 2007 à 15 h.** Ouverture publique suivra.

Garantie de soumission : cautionnement de soumission de 10 000 \$. La STM ne s'engage à accepter, ni la plus favorable, ni aucune des soumissions.

Référence : STM-3276-11-06-45

Louise Pouliot
Secrétaire adjointe de la STM

STM

alcoool DROGUES
alcoool médicaments

Vous pouvez en sortir

(514) 875-7013

DIANOVA
CANADA

Services pour hommes et femmes adultes

www.dianova.ca
Infos et dons en ligne

AVIS LÉGAUX

Si vous avez acheté ou autrement acquis des valeurs mobilières de la société JDS Uniphase Corporation ou de JDS Uniphase Canada Ltée entre le 28 octobre 1999 et le 26 juillet 2001, inclusivement, une poursuite en recours collectif pourrait affecter vos droits.

Vos droits pourraient être affectés par une poursuite en recours collectif visant à déterminer si JDS Uniphase Corporation ("JDS") et certains de ses anciens dirigeants auraient agi frauduleusement relativement à l'achat ou la vente de titres de JDS ou de JDS Uniphase Canada Ltée.

Cette poursuite est intitulée *In re JDS Uniphase Corporation Securities Litigation*, Master File No. C 02-1486 CW, devant la District Court des États-Unis du Northern District de Californie. La Cour a statué que cette poursuite serait un recours collectif au nom d'un «Groupe», dont vous pourriez être membre. Cet avis présente un résumé de vos droits et options avant que le procès n'ait lieu. Vous trouverez plus d'information dans un avis détaillé à l'adresse Internet ci-dessous. Si vous êtes membre du Groupe, vous avez deux choix : 1) Ne rien faire, auquel cas vous demeurez membre du Groupe et serez lié par l'issue éventuelle de l'affaire, ou 2) Demander à être exclu du Groupe et conserver vos droits de poursuivre JDS. Il n'y a pas de dédommagement disponible présentement ni aucune garantie qu'il y en aura.

ÊTES-VOUS MEMBRE DU GROUPE ?

Toute personne ayant acheté ou autrement acquis des titres de JDS ou de JDS Uniphase Canada Ltée pendant la période allant du 28 octobre 1999 au 26 juillet 2001, inclusivement, est membre du Groupe.

Sont exclus du Groupe: les Défendeurs, leurs familles, toute société mère, toute filiale, tout partenaire affilié, tout dirigeant, directeur ou administrateur de JDS, toute entité dans laquelle l'une ou l'autre de ces personnes possède des intérêts majoritaires, ainsi que les représentants légaux, héritiers, successeurs et ayants droit de l'une ou l'autre de ces personnes ou entités exclues.

QUEL EST L'OBJET DE LA POURSUITE ?

La poursuite allègue que JDS et quatre de ses hauts dirigeants, Jozef Straus, Kevin Kalkhoven, Anthony R. Muller et Charles J. Abbe (les «Défendeurs individuels»), ont trompé les investisseurs quant à la valeur de leur entreprise, et que les Défendeurs individuels ont vendu leurs actions à des prix artificiellement gonflés.

JDS et les Défendeurs individuels nient toute incohérence. **La Cour n'a pas décidé qui, du Groupe ou de JDS, a raison.** Les avocats du Groupe devront prouver leurs allégations au cours d'un procès devant débiter le 1^{er} octobre 2007.

QUI VOUS REPRÉSENTE ?

La Cour a nommé Connecticut Retirement Plans and Trust Funds comme représentant du Groupe et a également nommé les cabinets d'avocats Labaton, Sucharow & Rudoff LLP, de New York, NY, et Berman DeValerio Pease Tobacco Burt & Puville, de San Francisco, CA, pour vous représenter ainsi que tous les membres du Groupe, y compris les membres de Sous-groupes ayant prétendument été lésés par les fusions de SDL, Inc. ("SDL"), E-TEK, Dynamics, Inc. ("E-TEK") et Optical Coating Laboratory, Inc. ("OCLI"). La Cour a également nommé les cabinets d'avocats ci-après pour représenter les membres des Sous-groupes : (i) pour le Sous-groupe SDL, le cabinet Cohen Milstein Hausfeld & Toll, de Washington, D.C.; (ii) pour le Sous-groupe E-TEK, le cabinet Glancy Binkow & Goldberg LLP, de Los Angeles, CA; et (iii) pour le Sous-groupe OCLI, le cabinet Berman DeValerio, Ensemble, les cabinets d'avocats constituent les «Procureurs du Groupe». Les bureaux du Treasurer et de l'Attorney General de l'État du Connecticut supervisent le travail des avocats pour le représentant du Groupe. Vous n'avez pas à payer les Procureurs du Groupe, ni qui que ce soit, pour participer. Plutôt, si les Procureurs du Groupe obtiennent de l'argent ou des dédommagement pour le Groupe, ils peuvent demander à la Cour de leur accorder les honoraires et les déboursés qui seraient payés par JDS et les autres Défendeurs, à même les sommes d'argent obtenues, avant de verser le reste au Groupe. Vous pouvez, si vous le désirez, embaucher votre propre avocat pour vous représenter, à vos frais.

QUELLES SONT VOS OPTIONS ?

Vous avez le choix de demeurer membre du Groupe ou non, et vous devez prendre votre décision maintenant. Si vous demeurez membre du Groupe, vous serez lié légalement par toute ordonnance et tout jugement de la Cour, et vous ne pourrez plus poursuivre, ou continuer à poursuivre, JDS - dans le cadre de toute autre action en justice - pour fraude relativement à l'achat ou la vente de titres de JDS ou de JDS Uniphase Canada Ltée entre le 28 octobre 1999 et le 26 juillet 2001, inclusivement. Si de l'argent ou d'autres avantages sont obtenus, vous serez avisé de la procédure à suivre pour obtenir une part. Pour demeurer membre du Groupe, vous n'avez rien à faire pour l'instant.

Si vous demandez à être exclu du Groupe, vous ne pourrez obtenir aucun bénéfice ou dédommagement s'il en est, découlant de cette poursuite, mais vous conserverez votre droit de poursuivre JDS ou JDS Uniphase Canada Ltée pour ces réclamations, présentement ou ultérieurement, et vous ne serez pas lié par une ordonnance ou un jugement de la Cour. Pour demander votre exclusion du Groupe, vous devez faire parvenir une lettre à l'adresse ci-dessous, d'ici au **29 janvier 2007** (le cachet de la poste en faisant foi), indiquant que vous demandez à être exclu du recours *In re JDS Uniphase Corporation Securities Litigation*. Votre lettre doit être signée et inclure votre nom complet, votre adresse, votre numéro de téléphone et le nombre d'actions achetées entre le 28 octobre 1999 et le 26 juillet 2001, inclusivement. Si vous choisissez cette option, vous devriez consulter un avocat immédiatement afin de savoir si un délai de prescription pourrait vous empêcher d'intenter votre propre poursuite. Vous pouvez obtenir un formulaire de demande d'exclusion (Exclusion Request form) en vous rendant au www.jdsclassaction.com.

COMMENT OBTENIR PLUS D'INFORMATION ?

Si vous avez des questions ou désirez obtenir un avis détaillé ou d'autres documents concernant cette poursuite et vos droits, vous pouvez vous rendre au www.jdsclassaction.com ou écrire à JDS Uniphase Securities Litigation, 2710 Concord Road, Suite 5, Aston, PA 19014.



PHOTO REUTERS

Le président de Shell, Jeroen Van Der Veer.

Le PDG de Shell critique Bush sur Kyoto

Le PDG de Royal Dutch Shell PLC a reproché hier à Washington d'avoir renié le protocole de Kyoto, affirmant que si le gouvernement américain soutenait une structure de réglementation mondiale, cela permettrait d'instaurer des mesures incitatives qui amèneraient les pétroliers à réduire leurs émissions de dioxyde de carbone. « Pour nous comme entreprise, le débat concernant le CO₂ est terminé. Nous avons commencé à débattre de quelle façon il faut réagir », a déclaré Jeroen Van Der Veer. Il a déclaré que le protocole de Kyoto, qui concerne 35 pays industrialisés, constituait un bon départ. « Vous êtes des États-Unis. Pourquoi ne pas vous joindre à l'entente de Kyoto ? », a demandé M. Van Der Veer à un Américain qui l'interrogeait. Il y a une structure de base qui existe et vous pouvez bâtir là-dessus en vue de l'avenir. » L'administration Bush a refusé d'entériner le protocole de Kyoto peu après avoir pris le pouvoir en 2001. L'administration précédente, celle de Bill Clinton, avait signé l'entente en 1997. AP

Icahn relance une offre sur Reckson

Le milliardaire Carl Icahn a décidé de relancer seul une offre de 4,3 milliards de dollars américains sur le groupe immobilier Reckson, après la décision ce week-end de deux de ses partenaires de se retirer de son offre initiale lancée mi-novembre, indique un communiqué de Reckson hier. Icahn propose toujours 49 \$ par action, mais cette fois avec un milliard de dollars en argent et 3,3 milliards en actions de son groupe American Real Estate Partners, alors que son offre précédente était à 100 % en argent. En incluant la reprise de dettes de Reckson, l'offre totalise 6,6 milliards. Reckson détient une centaine de propriétés immobilières dont 5 gratte-ciels à Manhattan. C'est l'un des plus importants groupes immobiliers cotés privilégiant Manhattan. AFP

Une nouvelle banque aux É.-U.

La Bank of New York et Mellon Corporation ont annoncé hier leur fusion, qui donnera naissance à la 11^e banque des États-Unis à l'issue d'une transaction de l'ordre de 16,5 milliards de dollars US. La nouvelle entité, qui sera appelée The Bank of New York Mellon Corporation, aura un chiffre d'affaires de l'ordre de 12 milliards US. Dans un communiqué commun, les deux institutions financières ont indiqué que l'opération avait été acceptée par leurs conseils d'administration respectifs et qu'elle devrait être finalisée au troisième trimestre 2007 après approbation de leurs actionnaires et des autorités de la concurrence. AFP

PERFORM PRÉSENTE

LA TRIBUNE DES DIRIGEANTS

DEVANCEZ VOS CONCURRENTS

I N N O V E R

ENCORE PLUS PLUS RAPIDEMENT

LES SECRETS DES MEILLEURS

Venez vous inspirer des succès des champions de l'innovation au Canada.

Faites le plein d'énergie pour innover encore plus et plus rapidement.

Préparer votre plan d'action pour dominer vos concurrents.

SOLUTIONS GRANDES ENTREPRISES ET PME

Comment tenir tête aux géants qui misent sur des bas prix et des volumes élevés ?

Comment se différencier en maintenant un rythme d'innovation constant ?

Comment innover plus rapidement en utilisant des méthodes hors de portée des fabricants chinois ?

Comment mobiliser vos employés et vos syndicats ?

Comment trouver les meilleures stratégies financières pour supporter vos innovations ?

VENEZ RENCONTRER LES PRESTIGIEUX CONFÉRENCIERS QUE VOICI :

MARK TROTZUK Président BOARDROOM CLOTHING BRG & GLEICE	YVON BOLDUC Président- directeur général FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ	MICHEL LAPIERRE Président- directeur général CLAUDEL LINGERIE INC.
RONALD AUDET Président du Conseil FILSPEC INC.	FRANÇOIS GIROUX Président GROUPE LACASSE	PIERRE BOUFFARD Vice-président Clients nationaux RBC MARCHÉS DES CAPITAUX
FRANÇOIS VAUDREUIL Président CENTRALE DES SYNDICATS DÉMOCRATIQUES	JACQUES SIMONEAU Vice-président exécutif, Investissements BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CANADA	LUC WISEMAN Président AVANTI

PLACES LIMITÉES. RÉSERVEZ AUPRÈS DE JOHANNE MORIN AU (514) 861-7000

CONFÉRENCE LE MARDI 20 FÉVRIER 2007 - HÔTEL INTERCONTINENTAL, MONTRÉAL

Sous la coprésidence d'honneur de : **RBC Groupe Financier** **TELUS** En collaboration avec : **LA PRESSE**

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

	FERMETURE IQ 30	CHANGEMENT (\$)	CHANGEMENT NET %	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.
▲ Abitibi-Consolidated (A)	✓ 2,68	0,03	1,13	5 179	-42,49	1 180	5,13	2,53	0,00
▼ ACE Aviation (ACE.A)	✓ 34,49	-0,43	-1,23	10 130	-2,41	3 518	39,60	25,85	0,00
Addenda Capital (ADV)	23,62	-0,13	-0,55	120	-24,90	278	33,00	22,26	1,28
Aeterna (AEZ)	6,07	0,00	0,00	984	2,88	323	8,79	4,97	0,00
▼ Air Canada (AC.B)	16,40	-0,39	-2,32	1 518	-15,90	1 639	21,05	15,63	0,00
▲ Alcan (AL)	✓ 56,75	0,98	1,76	8 062	18,82	21 361	64,99	41,78	0,80
▲ Alimentation Couche-Tard (ATD.B)	✓ 25,85	0,64	2,54	2 570	10,47	5 245	28,42	21,49	0,12
Astral Media (ACM.A)	40,06	0,20	0,50	1 358	30,74	2 123	41,84	29,38	0,30
Axcan Pharma (AXP)	16,67	-0,03	-0,18	2 005	-5,39	763	21,85	12,10	0,00
▲ Banque de Montréal (BMO)	✓ 69,72	0,82	1,19	14 543	7,26	34 911	72,10	58,58	2,60
Banque Laurentienne (LB)	✓ 29,60	0,09	0,31	524	-13,07	699	36,72	28,01	1,16
▲ Banque Nationale (NA)	✓ 64,80	0,87	1,36	7 152	7,43	10 500	66,49	55,89	2,16
▲ Banque Royale (RY)	✓ 54,32	0,72	1,34	22 080	19,63	69 583	54,85	43,08	1,60
BCE (BCE)	✓ 28,12	0,15	0,54	20 060	1,40	22 838	34,25	25,32	1,32
▲ Bombardier (BBD.B)	3,86	0,07	1,85	45 663	39,86	6 754	4,32	2,34	0,00
CAE (CAE)	✓ 10,25	-0,05	-0,49	6 377	20,31	2 575	10,64	7,88	0,04
Cascades (CAS)	✓ 13,60	-0,06	-0,44	5 670	35,32	1 099	14,78	9,12	0,16
▲ CN (CNR)	✓ 54,08	0,66	1,24	8 497	16,13	27 969	55,95	44,43	0,65
▲ Cogeco (CGO)	✓ 27,09	0,28	1,04	1 020	12,88	449	28,50	19,30	0,25
▲ Corporation Financière Power (PWF)	✓ 38,07	0,64	1,71	4 759	13,98	26 832	38,72	30,20	1,07
Domtar (DTC)	✓ 8,15	-0,04	-0,49	103 817	21,46	1 887	8,76	5,47	0,00
▲ Emergis (EME)	5,40	0,12	2,27	4 641	31,71	492	5,79	3,70	0,00
▲ Garda (GW)	20,85	0,81	4,04	795	37,90	638	27,50	13,90	0,00
Groupe CGI (GIB.A)	✓ 7,92	-0,02	0,25	10 083	-14,84	2 620	9,94	6,50	0,00
▼ Groupe Canam (CAM)	8,90	-0,10	-1,11	748	26,06	436	11,66	6,80	0,16

	FERMETURE IQ 30	CHANGEMENT (\$)	CHANGEMENT NET %	VOLUME (100)	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	52 SEMAINES BAS	DIV. ANN.
Groupe Pages Jaunes (YLO.UN)	13,21	0,09	0,69	41 453	-18,96	7 028	17,20	11,55	1,03
▲ Groupe SNC-Lavalin (SNC)	✓ 32,50	0,64	2,01	1 712	27,79	4 901	33,50	23,84	0,28
Groupe TVA (TVA.B)	14,99	0,00	0,00	0	-6,31	405	17,50	13,96	0,20
Labopharm (DDS)	6,77	0,02	0,30	755	-2,87	384	10,95	5,40	0,00
▲ Le Groupe Jean Coutu (PIC.A)	✓ 11,98	0,28	2,39	7 752	-14,43	3 135	15,25	9,91	0,12
▼ Les Industries Dorel (DII.B)	32,11	-0,89	-2,70	634	16,21	1 055	34,15	22,64	0,00
Les Vêtements de sport Gildan (GIL)	✓ 61,67	-0,20	-0,32	862	23,34	3 709	63,73	42,26	0,00
L'Industrielle-Alliance (IAG)	✓ 36,11	0,24	0,67	2 191	24,22	2 885	36,50	27,47	0,64
▲ Mega Brands (MB)	✓ 25,99	0,42	1,64	3 530	-5,90	839	29,75	20,25	0,00
Metro (MRU.A)	✓ 36,48	0,33	0,91	1 023	19,61	4 190	37,50	28,47	0,42
Molson Coors (TAP.B)	✓ 81,52	0,00	0,00	14	4,45	7 020	83,30	69,66	1,27
▼ Neurochem (NRM)	✓ 28,46	-0,54	-1,86	1 373	71,55	1 101	29,99	10,40	0,00
▼ Nortel (NT)	23,82	-0,39	-1,61	11 453	-32,90	10 329	40,20	21,40	0,00
Novelis (NVL)	32,19	0,89	2,84	2 417	31,98	2 383	32,20	18,79	0,04
▲ Power Corporation (POW)	✓ 36,06	0,67	1,89	4 622	13,90	16 280	36,49	28,25	0,79
Quebecor (QBR.B)	✓ 32,03	-0,07	-0,22	228	24,87	2 092	32,68	23,76	0,20
▼ Quebecor World (IQW)	✓ 13,10	-0,20	-1,50	2 771	-16,67	1 724	17,58	10,67	0,00
Reitmans (RET.A)	22,25	0,15	0,68	495	29,89	1 563	24,02	15,15	0,64
▲ Rona (RON)	✓ 21,85	0,38	1,77	2 216	1,87	2 511	24,73	19,45	0,00
▲ Saputo (SAP)	✓ 37,80	-0,23	-0,61	985	11,21	3 916	38,59	32,05	0,80
Tembec (TBC)	1,39	0,01	0,73	606	11,20	119	2,32	0,79	0,00
Transat AT (TRZ.B)	29,50	0,64	2,22	381	55,84	993	29,90	17,45	0,28
Transcontinental (TCL.A)	✓ 21,97	-0,03	-0,14	994	15,63	1 891	22,42	17,51	0,26
▼ Uni-Select (UNS)	28,90	-0,44	-1,50	34	-3,51	569	35,00	28,26	0,40
▲ Van Houtte (VH)	17,50	0,20	1,16	133	-15,45	374	20,98	16,00	0,32

▲ Indique un titre qui a gagné ou perdu 1 % et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractères gras Indiquent une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la une de La Presse Affaires. / M \$ Millions de dollars / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

TSX CROISSANCE LES QUÉBÉCOISES



	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	CHANGEMENT %	VOLUME	VAR. CETTE ANNÉE (%)
AAER (AAE)	0,42	-0,02	-4,55	24 000	133,33
Abcourt Mines-B (ABI)	0,79	-0,05	-5,95	118 600	187,27
Abitex Resources (ABE)	0,32	-0,03	-7,25	23 000	28,00
Advitech (AVI)	0,10	0,01	5,56	93 000	18,75
Affinar Resources (AFI)	0,22	0,02	7,50	10 000	19,44
Afri-Can Marine Minerals (AFA)	0,13	-0,01	-3,70	177 500	44,44
Aldeivation Solutions (AVS)	0,30	0,00	0,00	0	-14,29
Alert B&C (ACB)	0,15	0,00	0,00	11 995	20,00
Amadeus International (AML)	0,05	0,00	0,00	79 000	-54,55
Antoro Resources (ORE)	0,14	-0,01	-3,57	298 000	145,46
Appalaches Resources (APP)	0,13	0,02	13,64	2 233 390	92,31
Augyva (AUV)	0,51	0,03	6,25	25 000	500,00
Azimut Exploration (AZM)	4,90	-0,13	-2,58	46 120	235,62
Bell Canada International (BI/H)	0,59	0,00	0,00	629 447	41,69
Big Red Diamond (DIA)	0,15	-0,02	-11,77	75 000	50,00
Biophage Pharma (BUG)	0,14	0,02	16,67	566 000	47,37
Bioxel Pharma (BIP)	0,38	-0,01	-2,56	45 350	16,92
Branchez-Vous (BZV)	0,15	-0,02	-9,09	62 866	-25,00
Cadiscor Resources (CAO)	0,80	-0,06	-6,98	154 156	n.d.
Canadian Royalties (CZZ)	2,32	-0,06	-2,52	99 150	84,13
Clemex Tech-A (CXG/A)	0,16	0,00	0,00	0	-44,83
CO2 Solution (CST)	0,40	0,03	8,11	31 000	-33,33
Conproce (CNP)	0,23	0,00	0,00	0	-14,82
CPL Technologies (CCY)	0,10	0,00	0,00	0	18,75
D'Ariane Resources (DAR)	0,18	0,00	0,00	30 033	24,14
D-Box Technologies (DBO/A)	0,50	-0,01	-1,96	32 820	150,00
Deq Systems (DEQ)	0,58	0,05	9,43	47 000	31,82
Dia Bras Exploration (DIB)	1,11	-0,01	-0,89	52 100	362,50
Diagnos (ADK)	0,25	-0,01	-3,92	94 000	32,50
Dianor Resources (DOR)	0,77	0,03	4,05	260 275	34,90
Dios Exploration (FLX)	0,28	0,03	9,80	29 000	12,00
Ditem Explorations (DIT)	0,64	0,08	14,29	1 099 518	611,11
Dynacor Mines (DYM)	0,52	0,02	4,00	361 750	121,28
Dynasty Gaming (DNY)	0,74	0,07	10,45	1 411 256	12,12
Ecu Silver Mining (ECU)	2,98	-0,01	-0,33	517 399	577,27
Exeltech Aerospace (XLT)	0,20	0,00	0,00	113 600	-20,00
Exploration Orbite Vspa (ORT/A)	0,12	0,00	0,00	0	71,43
Fieldex Exploration (FLX)	0,34	-0,01	-2,86	11 220	-19,05
Forest Gate Resources (FGT)	0,21	0,01	2,50	267 500	-50,63
Fortsum Business Solutions (FRT)	0,68	-0,02	-2,86	14 900	21,43
Freewest Resources Canada (FWR)	0,19	0,03	18,75	3 148 725	18,75
Frv Media-Cl A (FRV)	0,19	0,00	0,00	0	-24,49
Gastem (GMR)	0,28	-0,01	-3,45	45 836	180,00
Gold Hawk Resources (CGK)	0,46	-0,01	-1,09	312 950	121,95
Golden Goose Resources (GGR)	0,52	-0,04	-7,14	49 425	30,00
Golden Tag Resources (GOG)	0,47	0,00	0,00	184 500	213,33
Golden Valley Mines (GZZ)	0,38	0,03	7,14	138 700	33,93
H2O Innovation 2000 (H2O)	1,19	-0,01	-0,83	9 250	13,33
Hlt Energies 2006 (HES)	0,17	-0,04	-17,50	7 000	-63,33
Hinterland Metals (HMT)	0,14	0,00	0,00	293 683	86,67
Imaflex (IFX/A)	0,50	-0,02	-3,85	33 300	-54,55
Isacsoft-A (ISF)	0,34	0,00	0,00	27 797	-81,11
Junex (JNX)	1,07	-0,07	-6,14	3 000	4,90
Kangaroo Media (KTV)	2,35	-0,13	-5,24	19 335	-51,04
Lounor Exploration (LO)	0,20	-0,01	-4,76	55 800	-33,33
Louvem Mines (LOV)	0,25	-0,05	-15,25	40 000	-56,14
Lyrtech Cl A (LYT)	0,16	-0,01	-3,03	34 500	-27,27
Matamec Explorations (MAT)	0,18	0,01	2,86	73 000	80,00
Medicago (MDG)	0,90	0,00	0,00	0	n.d.
Medical Intelligence Technol (MIZ)	0,62	0,02	3,33	13 300	66,67
Melkior Resources (MKR)	0,13	-0,01	-3,85	45 000	-8,82
Metanor Resources (MTO)	0,80	0,09	12,68	119 600	37,93
Metco Resources (MKO)	0,12	0,00	0,00	267 255	53,33
Miranda Technologies (MT)	11,60	0,10	0,87	41 060	-14,71
Mistral Pharma (MIP)	0,04	0,00	0,00	65 000	14,29
Mty Food Group (MTY)	6,98	0,38	5,76	27 745	81,30
Murgor Resources (MUG)	0,30	0,01	3,51	2 960 300	118,52
Names Exploration (NME)	0,59	0,00	0,00	0	53,25
Neptune Tech&Bioressources (NTB)	3,80	0,27	7,65	222 480	216,67
Normabec Mining Res (NMB)	0,26	-0,01	-1,89	98 500	246,67
Novoko International (EKO)	1,27	0,07	5,83	45 316	195,35
Nstein Technologies (EIN)	0,34	-0,02	-4,29	34 237	-76,07
Nti Newmerical (CFD)	0,09	0,00	0,00	0	30,77
Odesia Group (ODS)	0,40	0,00	0,00	0	-20,00
Omnitech Consultant Group (GCO)	0,07	0,00	0,00	132 000	-87,27
Orex Exploration (OX)	0,22	0,02	7,32	65 000	-25,42
Orthosoft (OSH)	0,70	-0,02	-2,78	29 991	79,49
Osisko Exploration (OSK)	7,20	0,05	0,70	99 998	364,52
Palmarjo Silver And Gold (PIO)	8,75	-0,25	-2,78	5 812	60,85
Perlite Canada (PCI)	0,29	0,00	0,00	0	107,14
Petrolia (PEA)	0,55	-0,03	-5,17	32 800	57,14
Plexmar Resources (PLE)	0,65	-0,01	-1,52	956 250	1081,82
Power Tech (PWB)	0,53	0,00	0,00	0	-22,06
Pro-Dr Mining Resources (POI)	0,67	0,07	11,67	36 500	6,35
Puma Exploration (PUM)	0,30	0,01	3,45	275 625	66,67
Radisson Mining Resources (RDS)	0,24	-0,01	-4,00	40 000	-20,00
Raymor Industries (RAR)	1,15	0,02	1,77	163 900	134,69
Redex (RDY)					

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

Bataille rangée à Wall Street

Les courtiers livrent une concurrence farouche à la Bourse de New York

BLOOMBERG

Les plus gros clients de la Bourse de New York et de la Bourse NASDAQ sont en train de devenir leurs plus dangereux concurrents.

Ainsi, les maisons de courtage, dont UBS AG, Goldman Sachs Group et Credit Suisse First Boston, détournent déjà 12 % des transactions de titres américains des Bourses vers leurs systèmes internes.

Cette proportion va probablement augmenter à 18 % d'ici 2010 tandis que de plus en plus de banques d'affaires court-circuitent la Bourse de New York et la Bourse NASDAQ en appariant elles-mêmes acheteurs et vendeurs, selon des données compilées par Aite Group, de Boston, un consultant de l'industrie du courtage.

Maintenant que les ordinateurs ont éliminé la nécessité de parquets comme celui de la Bourse de New York, l'équilibre des forces en matière de transactions de valeurs est en train de changer. En exécutant plus d'ordres au sein de leur entreprise même, où les clients peuvent faire des transactions de gros blocs d'actions anonymement, les courtiers versent moins de commissions aux Bourses et mettent la main sur une plus grosse partie des 11 milliards US par année que les investisseurs institutionnels paient en commissions de transactions.

«Une hausse du flux interne vous donne une meilleure chance

d'obtenir plus de transactions pour votre client ou pour vous-même», explique Larry Leibowitz, 46 ans, chef de l'exploitation de UBS des valeurs américaines à Stamford, au Connecticut. «Et une transparence moindre est susceptible d'augmenter la valeur de liquidité d'un courtier parce que personne d'autre ne peut la voir», ajoute-t-il.

Étant donné que la plupart des annonces et des offres apparaissent à la Bourse de New York et à la Bourse NASDAQ, exécuter des transactions par le truchement de l'une ou l'autre de ces Bourses équivaut à jouer au poker en dévoilant son jeu. C'est pourquoi les gestionnaires de patrimoine qui ne souhaitent pas exposer leurs stratégies confient plus de transactions à ce que l'on appelle

des «comptes secrets», soit des réseaux internes ou privés où les prix ne sont pas dévoilés.

Evergreen Investment Management, qui gère 258 milliards US pour ses clients, fait appel à des algorithmes informatiques pour choisir automatiquement les routes pour quelque 15 % de ses transactions, confie Bob O'Brien, responsable des transactions de cette firme de Boston. Il en résulte que nombre de ses transactions peuvent ne jamais atteindre la Bourse de New York ou la Bourse NASDAQ.

«Nous disposons maintenant de tas d'outils pour avoir accès à différents bassins de liquidités, indique M. O'Brien. Naguère, nous étions embêtés parce qu'il nous fallait peut-être transmettre un ordre dans 20 directions dif-

férentes pour puiser à toutes les liquidités disponibles.»

Aite Group estime que les transactions algorithmiques, qui déguisent les ordres pour acheter les actions aux meilleurs prix possible sur de multiples marchés, toucheront plus de 50 % de toutes les actions qui changeront de mains aux États-Unis d'ici 2010 par rapport à environ 33 % aujourd'hui.

Presque toutes les grandes firmes de courtage de Wall Street utilisent un système électronique de transaction qui accueille les ordres de clients et qui tente de trouver la valeur recherchée à l'interne avant de se tourner vers d'autres courtiers, des réseaux électroniques ou les Bourses.

Pour chaque transaction qu'ils ne font pas exécuter par le truchement de la Bourse de New York, les courtiers épargnent 2,75 cents US par 100 actions, ou environ 1 % de la commission moyenne sur les transactions d'actions. La semaine dernière, la Bourse de New York a haussé les commissions de transactions, qui étaient de 2,5 cents US par 100 actions, et elle a éliminé le plafond mensuel de 750 000 \$ US.

Il en résulte que Goldman Sachs Group, qui effectue le plus grand nombre de transactions à la Bourse de New York, doit faire face à une facture annuelle d'environ 20 millions US en frais de transactions. En vertu de l'ancien plafond, Goldman a payé un maximum de 9 millions US.

Instinct bientôt au Canada

BLOOMBERG ET LA PRESSE AFFAIRES

Instinct, courtier de New York, a fait savoir qu'il offrira l'an prochain un système de transactions électroniques de valeurs canadiennes, ce qui fera concurrence au Groupe TSX, le propriétaire de la Bourse de Toronto.

Le nouveau système de transactions sera exploité par Instinct I-X, et toutes

les firmes inscrites auprès de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières y auront accès, a précisé hier Instinct dans un communiqué.

Instinct soutient que son système sera beaucoup plus rapide et plus puissant que celui du TSX. L'action du Groupe TSX a tout de même grimpé de 1,63 \$, ou 3,5 %, hier à la Bourse de Toronto pour clôturer à 48,42 \$.

Ralentissement et risque accru en 2007

Le ralentissement de l'économie américaine pourrait accroître les risques sur les marchés financiers mondiaux l'année prochaine, a estimé hier la banque suisse UBS, qui conseille cependant aux investisseurs de rester fidèle aux actions. Dans leur prévisions 2007, les analystes d'UBS Wealth Management disent tabler «sur une croissance américaine inférieure aux pronostics de la plupart des autres experts». AFP

LES MÉTAUX

MARCHE DE LONDRES PRIX EN DOLLARS US PAR TONNE MÉTRIQUE

	comptant	3 mois	15 mois
FERMETURE			
CUIVRE (catégorie-A-)			
	6945,0-6950,0	6975,0-6976,0	6730,0-6740,0
PLOMB			
	1705,0-1705,5	1680,0-1683,0	1505,0-1510,0
ALUMINIUM			
	1760,0-2761,0	2745,0-2746,0	2568,0-2573,0
NICKEL (dollars)			
	34500,0-34600,0	34200,0-34250,0	28875,0-28975,0
ÉTAIN			
	10700,0-10750,0	10590,0-10595,0	10015,0-10065,0
ZINC (qualité supérieure)			
	4530,5-4531,0	4395,0-4400,0	3775,0-3780,0

REVUE BOURSIÈRE

Un autre record à Toronto

MALCOLM MORRISON PRESSE CANADIENNE

TORONTO — La montée des secteurs minier et financier a propulsé la Bourse de Toronto à un autre niveau record, hier en dépit d'une chute importante du prix du pétrole.

La baisse du prix du brut a mené à une progression des marchés new-yorkais, pendant que les investisseurs prêtaient attention aux activités de regroupements d'entreprises.

À Toronto, l'indice S&P/TSX a gagné 93,92 points, à 12848,67, alors que seul le secteur de l'énergie s'est retrouvé en déficit. L'indice principal avait atteint deux nouveaux sommets la semaine dernière et a augmenté de 14 % au cours des 12 derniers mois.

«Il y a plusieurs atouts saisonniers qui favorisent ce mouvement à la hausse, beaucoup de liquidités en circulation qui ont besoin de trouver preneur», a indiqué Julie Brough, de Morgan, Meighen and Associates.

«S'il devait y avoir un bref retrait d'ici peu, je ne serais pas tellement surprise mais je ne m'attends à rien de prononcé. Je pense qu'il y a tout simplement trop de forces positives qui agissent pour qu'on réussisse à renverser la tendance actuelle.»

Le dollar canadien a avancé de 0,36 cent, à 87,70 cents US, une journée avant la prochaine annonce de la Banque du Canada au sujet des taux d'intérêt. Les analystes estiment que la banque centrale n'apportera aucune modification au taux directeur.

La Bourse de croissance TSX a glissé de 12,99 points, à 2837,67. À New York, l'indice Dow Jones a monté de 89,72 points, à 12283,85. L'indice NASDAQ a progressé de 35,18 points, à 2448,39, et le S&P500, de 12,41 points, à 1409,12.

LES OBLIGATIONS

GOVERNEMENT DU CANADA

Émetteur	Coupon	Échéance	Prix	Rend.	Var.
Canada	7,25	1 Juin 07	101,53	4,04	-0,01
Canada	6,00	1 Juin 08	103,10	3,83	
Canada	5,50	1 Juin 09	104,12	3,74	-0,01
Canada	9,50	1 Juin 10	118,65	3,73	-0,03
Canada	9,00	1 Mars 11	120,40	3,73	-0,04
Canada	6,00	1 Juin 11	109,21	3,74	-0,03
Canada	10,25	15 Mars 14	140,46	3,82	-0,08
Canada	9,75	1 Juin 21	163,39	3,95	-0,11
Canada	8,00	1 Juin 23	148,20	3,96	-0,11
Canada	8,00	1 Juin 27	155,53	4,00	-0,13
Canada	5,75	1 Juin 29	125,85	3,99	-0,12
PROVINCIAL					
B C M Fin	5,50	24 Mars 08	101,95	3,93	
Hydro Qué.	11,00	15 Août 20	167,04	4,41	-0,11
Manitoba	7,75	22 Déc. 25	143,21	4,38	-0,13
N Brunswick	5,70	2 Juin 08	102,52	3,93	
N Brunswick	6,00	27 Déc. 17	115,69	4,20	-0,09
NWindind	6,15	17 Avril 28	123,59	4,43	-0,13
Nva Scotia	6,60	1 Juin 27	129,90	4,38	-0,13
Ontario	6,13	12 Sept. 07	101,54	4,04	
Ontario	6,25	25 Août 28	125,53	4,41	-0,13
Hydro Ont.	7,45	31 Mars 13	114,51	4,75	-0,04
Hydro Ont.	8,50	26 Mai 25	151,63	4,39	-0,14
Hydro Ont.	8,25	22 Juin 26	150,10	4,40	-0,14
P E I	6,00	3 Oct. 07	101,52	4,08	
P E I	8,50	27 Oct. 15	131,94	4,16	-0,11
Québec	6,50	1 Oct. 07	101,93	4,05	
Québec	6,00	1 Oct. 29	120,94	4,51	-0,13
CORPORATIONS					
Bk Scotia	5,65	22 Juil. 13/08	102,51	4,03	
Bell Can.	7,00	24 Sept. 27	117,20	5,59	-0,09
Bombardier	7,35	22 Déc. 26	94,00	7,95	
Cdn Occ Pet	6,30	2 Juin 08	103,14	4,09	
Cons Gas	6,10	19 Mai 28	115,95	4,89	-0,10
Gtaa	5,95	3 Déc. 07	101,77	4,09	-0,10
Gtaa	6,45	3 Déc. 27	117,76	5,06	-0,10
Investors Gr	6,65	13 Déc. 27	119,62	5,11	-0,10
Nav Canada	7,40	1 Juin 27	135,39	4,69	-0,11
Royal Bk Of	6,75	4 Juin 12/07	101,25	4,13	-0,01
Sears Can.	6,55	9 Nov. 07	101,07	5,31	
Suncor Inc	6,10	7 Août 07	101,26	4,14	-0,03
Thomson C	6,50	9 Juil. 07	101,31	4,21	
WCoast En	5,70	16 Avril 08	102,07	4,11	
WCoast En	6,75	15 Déc. 27	120,10	5,17	-0,10

Le Wall Street Journal change de format

ASSOCIATED PRESS

NEW YORK — Le quotidien financier new-yorkais *The Wall Street Journal* a annoncé hier une gamme de changements à sa maquette dans le but de réduire ses frais, d'attirer de nouveaux lecteurs et d'être distribué dans un plus grand nombre d'endroits.

Le nouveau format sera plus étroit d'environ sept centimètres, l'équivalent d'une colonne. La une comptera dorénavant cinq colonnes au lieu de six, et le sommaire «What's New» — qui résume les nouvelles de la journée précédente — sera maintenant aligné à la gauche du journal.

Ces modifications devraient permettre au propriétaire du journal, Dow Jones & Co, d'économiser environ 18 millions US par année et de rendre le quotidien plus facile à imprimer, ce qui en facilitera la production et la distribution.

De plus, pour tenter de rejoindre des lecteurs plus jeunes, le *Wall Street Journal* lancera un programme de mentorat et offrira des exemplaires gratuits



PHOTO RAMIN TALAIE, BLOOMBERG NEWS ©

L'éditeur du *Wall Street Journal*, Gordon Crovitz (notre photo), affirme que le nouveau format du journal a été particulièrement bien accueilli par les femmes et les jeunes qui ont participé aux groupes de consultation.

aux jeunes professionnels.

L'éditeur du *Wall Street Journal*, Gordon Crovitz, affirme que le nouveau format a été

particulièrement bien accueilli par les femmes et les jeunes qui ont participé aux groupes de consultation.

LE CADEAU QUE JE VAIS M'OFFRIR!



JE M'OFFRE DES SENSATIONS FORTES, DES FRISSONS ET DU PLAISIR... SANS LIMITES !

COMMANDEZ MAINTENANT, LES MEILLEURES PLACES S'ENVOLENT !

514.350.0000 // www.grandprix.ca

GRAND PRIX DU CANADA 2007 **F1**

CIRCUIT GILLES-VILLENEUVE, MONTRÉAL

ÊTRE LÀ, LE VIVRE. INCOMPARABLE !

8 > 9 > 10 JUIN 2007

LAPRESSEAFFAIRES.COM

Accueil S'Informer Investir Discuter

TSX 12 835,11 0.63% TSX/CROIS. 2 830,26 -0.72% DJIA 12 294,75 0.83% NASDAQ

Weinberg a comparu

(12h26) L'ex-président de Cinar a finalement fait une apparition en extemis au Palais de justice de Montréal lundi matin.

Cominar achète Alexis Nihon

(09h09) Cominar offre 17 \$ par part, soit une prime de 19,4%, pour mettre la main sur la fiduciaire rivale.

Anne Marcotte devient millionnaire à 39 ans

(08h28) En vendant à Transcontinental son entreprise Marcotte Multimédia, elle a encaissé beaucoup, beaucoup d'argent.

SUJETS DE L'HEURE

Voici les sujets les plus cités dans l'actualité.

- 1 Marché boursier
- 2 Bourse de Toronto
- 3 Investissements
- 4 Transport aérien
- 5 Syndicats
- 6 Activité boursière
- 7 Alimentation
- 8 Taux d'intérêt
- 9 Raymond Bachand
- 10 Commerce de détail

En collaboration avec STEIR

Tremblant revient en Bourse



Agrandir

- 13h52 Bourse: Pfizer plonge, Alexis Nihon grimpe
- 13h38 Collision entre un avion et une voiture, pas de blessé
- 12h39 Pas assez de diplômés en aérospatiale
- 12h38 Les spéculateurs s'emparent de Neurochem
- 12h12 Québec annonce des investissements en recherche
- 12h12 Suisse: les plus riches le sont de plus en plus
- 11h43 Libération: les salariés votent contre la grève
- 10h18 Une filiale d'ACE fait un achat au Salvador
- 10h18 Série de contrats militaires pour CAE
- 09h54 Microélectronique: Bromont cultive ses partenariats outre-mer

FONDATION ARMAND-FRAPPIER

Tentes Fiesta appuie la recherche en santé à l'INRS-Institut Armand-Frappier

La bourse d'excellence de maîtrise d'une valeur de 14 000 \$ est décernée à Catherine Meilleur pour ses travaux sur l'étude métagénomique d'une microflore thermophile.



De gauche à droite : M. Sébastien Trottier, représentant des ventes, Tentes Fiesta inc., la boursière Mme Catherine Meilleur, M. Clément Joly, FCA, associé RCGT et président et chef de la direction de la Fondation, M. Pierre Lapointe, directeur général de l'INRS.



www.fondation-afrappier.qc.ca

NOTRE SITE FAIT PEAU NEUVE

Afin de souligner la mise en ligne de la nouvelle version de LaPresseAffaires.com — et de prendre la crémaillère — je vous offre la possibilité de consulter le site, jusqu'au début de 2007, sans avoir à ouvrir une session ou à vous abonner. Je souhaite ainsi vous faire découvrir la variété de nouveautés que nous avons apportées au site, notamment :

- Une navigation plus simple et plus conviviale construite autour de trois grands axes : **S'informer, investir et discuter.**
- Un outil qui vous permet de connaître en un **coup d'oeil** les sujets de l'heure dans le milieu des affaires québécois.
- Un outil où vous pouvez trouver non seulement les nouvelles les plus populaires, mais également les **personnalités, les organisations** et les **thèmes** qui font les manchettes.
- Une liste d'**actions** à surveiller, avec **détails** et **graphiques** à l'appui, mise à jour sur une base régulière.
- Un **forum de discussions** plus convivial.
- Les textes de chroniqueurs financiers et économiques de *La Presse*, dont ceux de **Claude Picher, Michèle Boisvert** et **Michel Girard.**
- Un nouveau **moteur de recherche** de nouvelles développé grâce à la technologie de Google, qui vous permet de retrouver des **textes publiés** au cours des 12 derniers mois.

J'ose espérer que vous apprécierez ce changement de cap qui est inspiré des préférences de nos quelque 120 000 abonnés. Et n'hésitez pas à me joindre si vous souhaitez nous confier vos impressions ou faire vos suggestions.

Gilles Lajoie
LaPresseAffaires.com
glajoie@lapresse.ca

HÔTEL Relais St-Denis
Depuis/Since 1980

L'endroit idéal pour vos réunions d'affaires dans une atmosphère intimiste

- Au cœur de la Vallée de Saint-Sauveur
- Salles de réunion et de réception
- 42 chambres
- Cuisine du marché évolutive
- Prix concurrentiels

61, rue Saint-Denis, Saint-Sauveur (Québec) J0R 1R6
(450) 227-4766 • 1 888 997-4766 • carole@relaisstdenis.com • www.relaisstdenis.com

NATIONAL POST

Outlook 2007

Présenté par **Roynat** > CAPITAL[™]

Services aux entreprises



TOURNÉE DÉJEUNER-CAUSERIE 2007

MONTREAL

VENDREDI 19 JANVIER 2007 | COMMENCE À MIDI
HÔTEL FAIRMONT LE REINE ÉLIZABETH

National Post, Roynat Capital, et Services aux entreprises de la Banque Scotia vous invitent à vous joindre à vos consoeurs et confrères de la communauté des affaires du Canada pour un déjeuner-causerie où l'on ne se contente pas de lier conversation ou de semer la controverse.

Le dollar canadien continuera-t-il sur sa lancée ?

L'économie de l'Ouest surchauffera-t-elle ? Le secteur manufacturier rebondira-t-il ?

Dans quelle mesure le ralentissement de l'économie américaine affectera-t-il le Canada ?

Les entrepreneurs canadiens s'adaptent-ils au changement du paysage économique ?

Quel est le moteur de la croissance au Canada ?

Notre panel d'experts de la finance et du monde des affaires passera en revue l'année 2006, esquissera des perspectives pour la nouvelle année, et répondra à vos questions. Ne manquez pas cet événement. Achetez votre billet dès aujourd'hui !

LES PANÉLISTES PARTICIPANTS



Jay BRYAN

Chroniqueur
The Gazette



Alain DUBUC

Chroniqueur
La Presse



Diane FRANCIS

Chroniqueuse nationale,
Financial Post, National Post



Warren JESTIN

Premier v.-p. et économiste
en chef, Banque Scotia

MODÉRATEUR



Leslie ROBERTS

Co-chef d'antenne,
Global News Hour

PARTENAIRES LOCAUX



RÉSERVEZ VOTRE PLACE DÈS AUJOURD'HUI

BILLETS 70 \$ | TABLES DE 10 DISPONIBLES
VEUILLEZ COMPOSER LE 1-800-503-9235
OU ÉCRIRE À OUTLOOK2007@REACHCANADA.COM

À l'occasion de...

L'ANNÉE DE L'ENTREPRENEUR CANADIEN

L'entrepreneurship canadien à l'honneur

2007

AMUSEZ-VOUS

BEATRICE



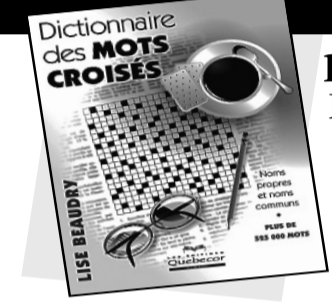
BORIS



BEN



Pour réussir toutes vos grilles



Dictionnaire des mots croisés
Lise Beaudry
525 000 mots
Noms propres et noms communs

LES ÉDITIONS Québecor
© QUÉBECOR MEDIA

LE PLUS COMPLET!

MOTS FLÉCHÉS

LIBRE FAIRE RELUIRE	GRUPE EN MOUVEMENT LÉSION CUTANÉE	RISQUÉ JOINDRE	PEU IM- PORTANTS	VIF ET GAI PRONOM RELATIF	APRÈS LA GÉNÉRALE INFINITIF
TRANCHE DE POISSON SURSIS			FAIRE DU MAL À ARRIVÉ À MATURITÉ		CANTON SUISSE
CAFÉ	EXPRIME LA VITESSE ARRIVISTE	CANAL DU CORPS PETITE FLEUR	DÉLICE D'OURS ELLE GRONDE	TROISIÈME PERSONNE PIPETTES	
TRUC IN- VENDABLE HABILITÉ			DEVENIR AIGRE EXCEPTION- NELLES	SYMBOLE CHIMIQUE OUVRAGE EN VERS	FLATTER AVEC EXCÈS
ARGON COHÉSION	VIOLENTE AGITATION PÉRENT EN SECRET	UNE DES CYCLADES PUITS NATUREL			SEVERE
PÂTE ÉPOUSE DE ZEUS				ARRÊTAIT LA FLECHE REMPLE D'UN SENTIMENT	MOT ENFANTIN POÈME DE VIRGILE
LE MARTEAU EN EST UN	SANS ÊTRE CHÂTIÉ SUR LA TABLE	GROUPÉS PAR DEUX SANS RELIEF			
CRACHE EN SICILE TROP MÛRES			ÉVITER AVEC ADRESSE	VENT FROID	
				FROMAGE SUISSE	

No 239

MOTS FLÉCHÉS

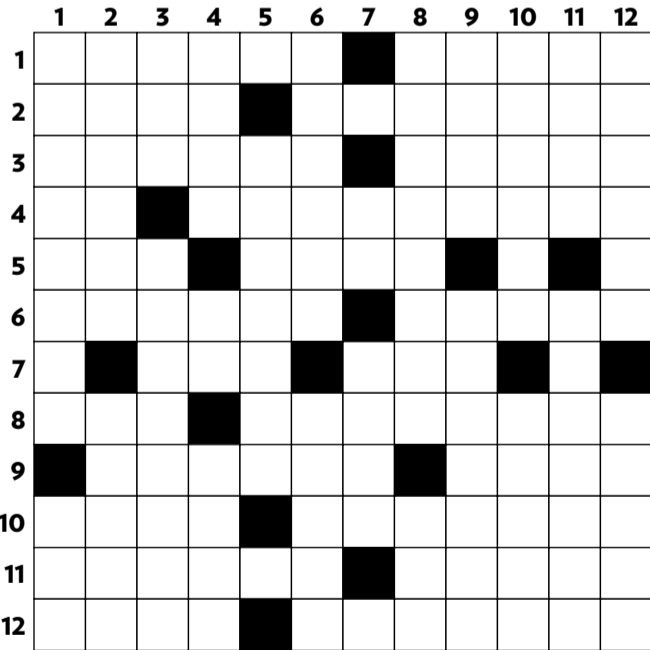
Solution du dernier numéro

PÉTRIFÉ	SAL	EMPLOI DE	INFUSION	ANJES	IZAKOS	ONIGRE
P	D	CUR	T	I	S	R
C	A	C	O	P	H	O
N	I	Q	U	E		
R	A	M	E	E	G	O
U	T	S				
K	A	P	P	A	M	E
N	E	N	E	I		
L	T	U	E	U	R	L
A	D					
L	Y	R	E	P	R	E
F	F	E	R	E		
S	A	U	T	E	S	A
T	A	N				
F	E	B	R	I	L	E
E	T					
O	R	E	G	E	N	E
R	E					
P	A	T	E	E	N	A
U						
M	E	R	E	S	E	N
T	I	C				
N	A	R	G	U	E	E
B	E	N	E			
Z	O	T	T	O	M	A
N	E	S				
C	O	A	T	I	R	I
C	T					
N	I	E	L	L	E	
L	E	S				
S	E	R	R	E	S	T
E	R	E	R			

WWW.HANNEQUART.COM

MOTS CROISÉS 7/7

WWW.HANNEQUART.COM



HORIZONTALEMENT

- Policier aux méthodes brutales - Furoncle.
- Détériorer - Cellule de cire que fait l'abeille.
- Énergie de la pulsion sexuelle - Tracas.
- Brome - Réservoirs de carburant de secours.
- Épaissi - Aurochs.
- Apparence - Moyen de s'en sortir.
- Conspue - Bohémien.
- Prise de lutte - Qualifie un appareil.
- Territoire arabe - Impro vocale.
- Ornements architecturaux - Déposséder d'un droit.
- Niaise - Caribou.
- Bigrement - Veillées.

VERTICALEMENT

- Oiseau à croupion blanc - C'était l'armée.
- Époux d'Isis - Sortir de terre.
- Réseau Internet - Fugace.
- Petite tige - Château d'Orléans - Mère d'Horus.

- Bonté.
- Lait fermenté - Grands bassins.
- Île de l'Atlantique - Pratique invariable.
- Répuance extrême - Couinement.
- Consacré - Rabatte violemment la balle.
- Laconique - Image sainte.
- Plebiscitée - Sa capitale est Kiev.
- Tremblement de terre - Configuration des lieux.

SOLUTION du dernier numéro 7/7

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
M	O	N	O	T	O	N	E	D	U	C	
A	M	U	S	E	E	X	T	A	S	E	
L	I	I	N	A	T	I	O	N	A	L	
E	S	S	A	I	M	T	U	S	L		
N	A	T	R	E	S	L	E	V	E		
T	A	N	T	R	A	G	A	L	A		
E	S	C	A	L	E	S	D	I	N	G	
N	I	E	C	E	S	A	I	N	T	E	
D	A	H	U	M	E	R	F	A	N		
U	L	C	E	R	E	R	E	T	I	N	
L	I	R	E	R	O	T	O	N	D	E	
S	E	I	S	M	E	E	P	I	E	S	

MOT MYSTÈRE

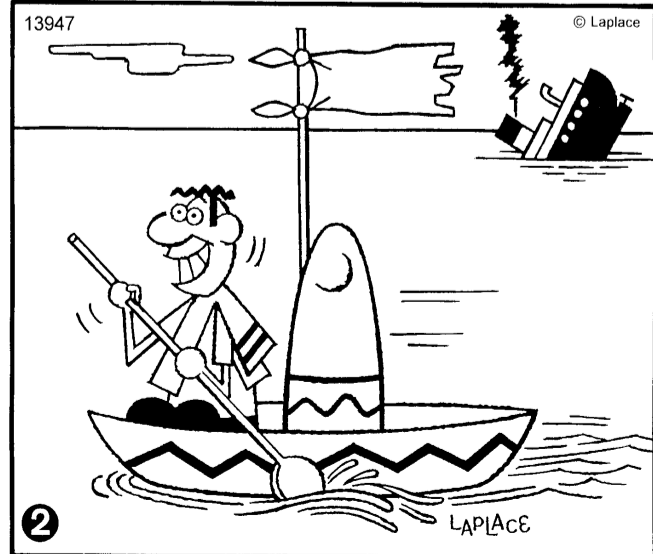
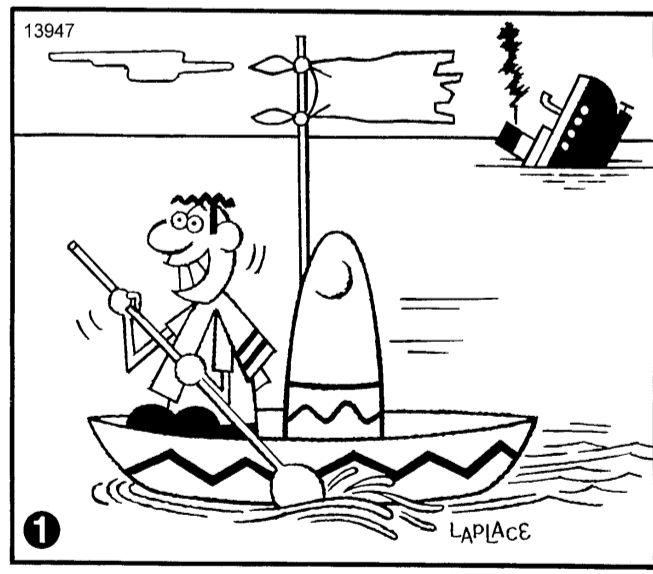
SPORTS | Un mot de 5 lettres

- | | | | |
|----------|--------------|----------|------------|
| AGRES | DERBY | NATATION | REGATER |
| AMICALE | DERNY | NUL | REPRISE |
| ANNEAUX | DRAPEAU | NURMI | ROUND |
| APPEL | ECURIE | OUTSIDER | SCORE |
| ARGENT | EFFET | PATIN | SERIE |
| AROSA | ELAN | PELE | SET |
| BAT | ELIMINATOIRE | PLACAGE | SKI |
| BOXE | EQUIPE | POIDS | SLALOMEUSE |
| BUT | ESSAI | POLO | SWING |
| CADET | ETAPE | PORTE | TEMPS |
| CANOTAGE | IPPON | PRATIQUE | TIR |
| CERDAN | LEGER | PRIX | TREPLIN |
| COQ | MAILLOT | PRO | UPPERCUT |
| CORDE | NAGE | RECORD | |

SOLUTION du dernier numéro | TRYPHON

ÊTES-VOUS OBSERVATEUR

Ces deux dessins sont en apparence identiques. En réalité, il y a entre eux HUIT petites différences.

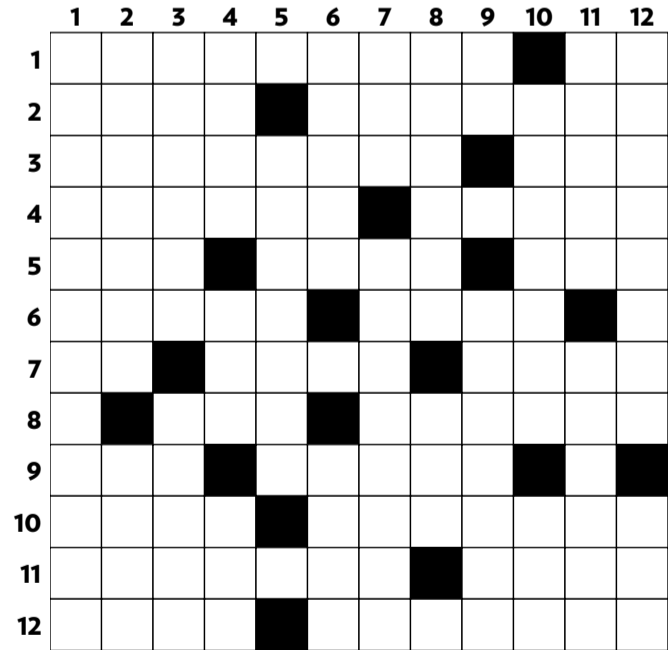


- Coin de la bouche de l'homme.
- Sa manche droite plus longue.
- Un pan du poncho plus large.
- Rébord du poncho devant les genoux.
- Pelle de la pagaie.
- Une vaguelette plus courte.
- Haut du support du drapeau incomplet.
- Bastin-gage du navire plus court.

NOIUTOS

MOTS CROISÉS 5/7

WWW.HANNEQUART.COM



HORIZONTALEMENT

- Vaincre - Astate.
- Montée des eaux - Equipé.
- Grasse - Homère y serait mort.
- Méconnu - Ont régné sur la Russie jusqu'en 1917.
- Transpire - Céréale - Baie nippone.
- Flaques - Époques.
- Ville de Champagne - Maladie infectieuse - La route a le sien.
- C'était ça ou le maquis - Symboles graphiques.
- Allez, en latin - Qui a de la dignité.
- Pronom relatif - Poltron.
- Fonction - Opération militaire.
- Affluent de la Seine - Anaconda.

VERTICALEMENT

- Qui ne reconnaît pas l'autorité du Saint-Siège.
- En Amérique du Sud - Costume de ballerine.

HORIZONTALEMENT

- Ravager - Convenir.
- Drame populaire - Levant - Corfou.
- Dégradation du relief.
- Élaborer - Fait un choix.
- Dissimulés - Oiseau au joli plumage.
- Couper le haut - Solution.
- Rigole - Donne la nausée à.
- Relation amoureuse - Bruit sec.
- À ce moment-là - Représenté.
- Vieux jetons - Ville du Nigeria.

SOLUTION du dernier numéro 5/7

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
P	A	R	D	E	S	S	A	L			
A	V	I	O	N	A	L	I	G	N	E	
R	I	A	N	T	E	U	B	A	C	S	
I	L	J	O	N	G	L	E	R	I	E	
A	I	E	U	L	E	R	S	E	S		
D	M	A	E	R	L	I	N				
E	L	A	N	V	A	S	E				
A	I	D	E	C	U	R	J				
F	I	L	M	E	R	M	A	S	S		
I	S	L	A	M	Z	O	D	I	A	C	
E	S	E	R	I	N	E	D	I	T		
F	E	R	I	E	E	C	R	E	T	E	